

REVUE SUISSE

La revue des Suisses de l'étranger
Mars 2018

**900 bières, à chaque quartier la sienne:
les brasseries locales ont le vent en poupe**

**Un million pour la surveillance des côtes:
la Suisse soutient la Libye**

**70 000 francs pour les nouveaux arrivants:
un village du Valais fait les gros titres**

96^e Congrès des Suisses de l'étranger à Viège

Le 96^e Congrès des Suisses de l'étranger se déroulera du 10 au 12 août 2018 au cœur des magnifiques Alpes valaisannes.

*Discutez du thème du Congrès sur SwissCommunity.org:
«La Suisse sans l'Europe – l'Europe sans la Suisse».*

Vous trouverez de plus amples informations dans ce magazine à la page 22 et sur notre site Internet www.ose-congres.ch.

10-12 août 2018:
Réservez ces dates!

 **SwissCommunity.org**
La plate-forme des Suisses de l'étranger

SwissCommunity.org est un réseau social de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)

SwissCommunity-Partner:

Suisse Tourisme.



Swiss Travel System.



SWISS CARE

cinfo



swissinfo.ch



BCGE

Le lien avec le terroir

- 5 **Courrier des lecteurs**
- 6 **En profondeur**
Le boom des brasseurs régionaux
- 10 **Politique**
Votations du 10 juin
Aide suisse en Libye
Remue-ménage autour
du «million de cohésion»
- 16 **Économie**
Le camion à hydrogène d'Esoro

Nouvelles du monde entier
- 17 **Série littéraire**
Un Suisse dans la forêt vierge d'Asie
du Sud-Est
- 18 **Société**
Fritz Osterwalder et les années 68
– 50 ans plus tard
Albinen cherche de nouveaux habitants
- 22 **Informations de l'OSE**
- 25 **news.admin.ch**
- 28 **Images**
- 30 **Lu pour vous / Écoutez pour vous**
- 31 **Sélection / Nouvelles**



Vins d'Australie, fruits des Caraïbes, viande d'Argentine: il n'y a pas si longtemps, on considérait que plus un produit venait de loin, mieux c'était. Le monde était devenu de plus en plus connecté, consommer des produits exotiques étrangers était devenu un symbole de modernité. Et d'une manière ou d'une autre, chacun voulait bénéficier au quotidien également des possibilités – et absurdités – de la globalisation.

Aujourd'hui, c'est le contraire: plus les produits sont locaux, mieux c'est. Ces dix dernières années, la sensibilisation de l'opinion publique aux produits d'origine équitable et locaux n'a cessé de se renforcer. Les motivations sont d'ordre écologique certes: que penser en effet de l'empreinte écologique d'une bouteille de vin qui a survolé la moitié du globe? Mais la protection de l'environnement n'est pas la seule en cause: l'intérêt pour l'environnement direct et palpable, et peut-être même, de manière plus marquée, pour ses propres origines, sont une autre explication.

Du fait de cette évolution, de nombreux producteurs suisses de denrées alimentaires se sont mis à proposer des spécialités locales. Ils commercialisent du fromage régional, du pain régional ou des vins régionaux. La demande relative aux variétés de pommes du terroir est immense, et lorsque la viande du boucher vient du village voisin, le consommateur est prêt à payer davantage.

Cette évolution concerne aussi la bière. Plutôt que de boire des bières étrangères ou nationales, les Suisses privilégient de plus en plus les petites marques régionales. Ce qui a entraîné un véritable essor du marché de la bière, qui compte aujourd'hui plus de 900 brasseries locales. Cet essor est également lié à l'effondrement du grand cartel de la bière en 1991, ainsi que l'explique l'article principal de cette édition. Quoi qu'il en soit, il est un fait tout aussi frappant que réjouissant: c'est l'immense regain d'intérêt des Suisses ces dix dernières années pour les produits du terroir. Le secteur de la bière en est une parfaite illustration.

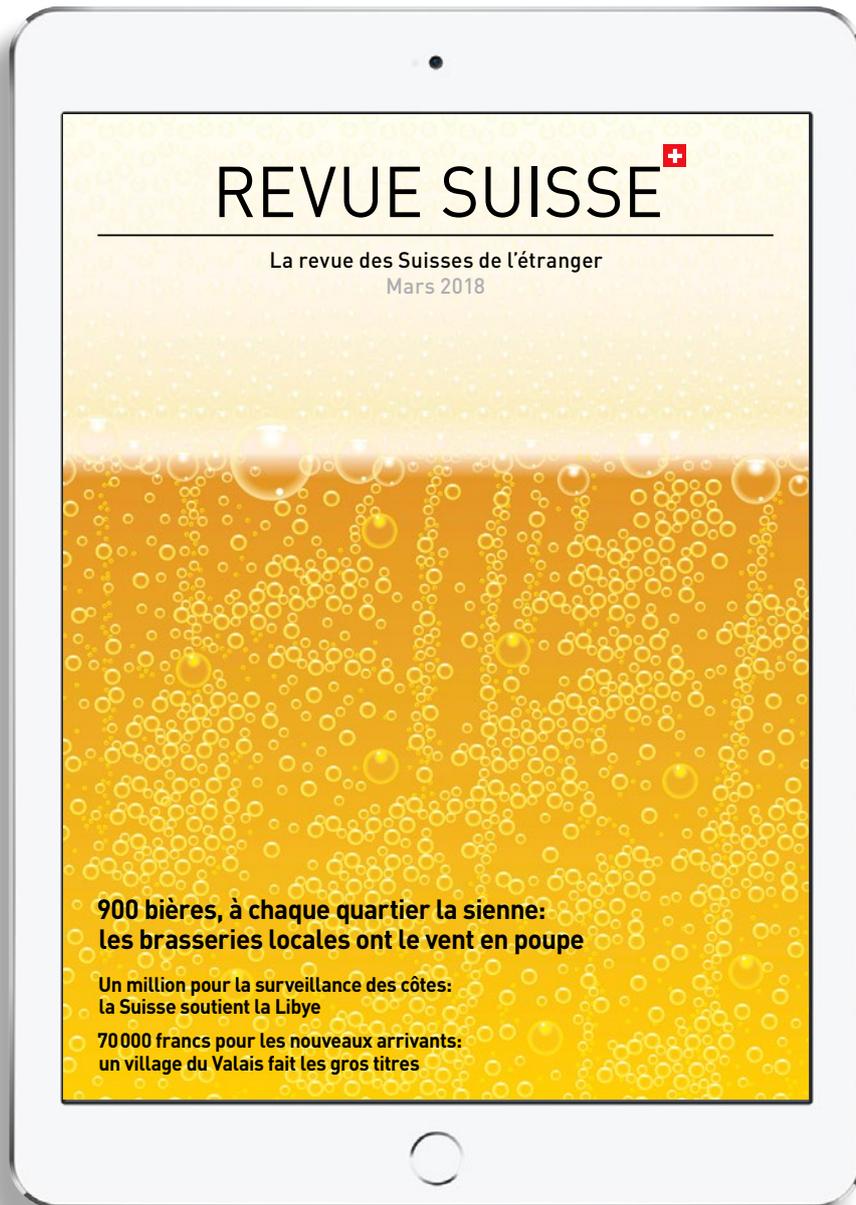
MARKO LEHTINEN, RÉDACTEUR EN CHEF

«REVUE SUISSE» – L'APPLICATION EN TROIS CLICS!

Lisez gratuitement la «Revue Suisse» sous forme d'application!

Rien de plus simple:

1. Ouvrez le Store sur votre smartphone ou votre tablette.
2. Saisissez le terme de recherche «Revue Suisse».
3. Tapez sur Installer – le tour est joué!



Assurance-Maladie Internationale

Couverture internationale avec libre choix des spécialistes et des hôpitaux.

SIP SWISS INSURANCE PARTNERS®

Tel +41 44 266 61 11
info@sip.ch

Compétence. Expérience. Service indépendant.

www.sip.ch

MIET-PW, MIET-Camper, MIET-4x4

Ilgauto ag, 8500 Frauenfeld

200 Autos, 40 Modelle, ab Fr. 500.-/MT inkl. 2000Km



Tel. 0041 52 7203060 / www.ilgauto.ch

La transformation numérique de la Suisse. Objectifs de la cyberadministration

Le problème, c'est lorsque l'on reçoit les documents de vote par voie postale une semaine après le jour du vote, comme c'est arrivé à quelques collègues suisses et à moi-même pour le vote du 24 septembre 2017. J'ai envoyé un e-mail en Suisse pour demander s'il était possible de me transmettre la carte d'électeur par voie électronique, afin que je puisse voter à temps. La réponse: la loi ne le permet pas. Je ne sais pas qui, des autorités suisses ou des services postaux thaïlandais, était responsable du retard.

KARL WICKI, THAÏLANDE

L'expérience montre que l'acheminement postal est de plus en plus lent. Les destinataires en Afrique du Sud connaissent bien le problème des documents de vote qui arrivent en retard. À ce sujet, la Suisse a 20 ans de retard! Pour ma part, je me suis désinscrit de ma commune de contact pour les élections et les votes. Je préfère renoncer à mes droits plutôt que de m'énerver quatre fois par an.

HANS BEAT SCHWEIZER, AFRIQUE DU SUD

«No Billag» et les luttes pour la survie. Les médias suisses mis à l'épreuve

L'affirmation selon laquelle la concurrence et l'économie de marché constituent toujours la meilleure solution est un



mensonge. Partout et toujours, la concurrence et l'économie de marché avantagent d'abord celui qui est fort économiquement, à l'image de Christoph Blocher ou de Silvio Berlusconi.

KLEMENS GRAF, ALLEMAGNE

La luge de Davos, un succès suisse. Visite chez un fabricant de luges



J'ai désormais 82 ans, et lorsque j'en avais deux, je m'amusais déjà sur une luge de Davos. Cette luge était la meilleure!

ERWIN F. SIEGLER, SUISSE

Nevin Galmarini
2018 Olympic Champion
2017 World Cup winner
Professional Snowboarder
and former student of the
HIF Sports Academy

**WE BRING YOU
TO THE TOP**

SUCCESS IN SCHOOL AND SPORTS

Swiss Matura / IB / Cambridge IGCSE
Integration Year / Language school
Summer School

**INTERNATIONAL BOARDING SCHOOL
AND SPORTS ACADEMY OF SWITZERLAND**

Hochalpinen Institut Ftan - contact @hif.ch - HIF.CH

Assurance maladie et accident internationale

- **NOUVEAU: Transfert sans examen médical**
(possible avec une assurance complémentaire Suisse existante)
- Libre choix du médecin et de l'hôpital dans le monde entier
- Assurance privée à vie
- Plus de 100 plans d'assurance complets à choix

Solutions d'assurance individuelles pour étudiants,
Suisses de l'étranger, frontaliers, détachés



ASN, Advisory Services Network AG
Bederstrasse 51, Case Postale 1585
CH-8027 Zurich, Suisse
info@asn.ch



À chaque quartier sa bière

Un doux bruit de capsule qui saute et la bière coule dans le verre, libérant des petites bulles qui remontent à la surface pour former de la mousse. La chope suisse contient les bières les plus variées qui soient: le pays possède en effet la plus forte concentration de brasseries au monde. Une réponse, notamment, à la grande crise suisse de la bière et au déclin de nombreuses marques traditionnelles.

MARC LETTAU

En matière de bière, le siège du Gouvernement fédéral suisse est idéalement situé. Un repas au restaurant du Palais fédéral «Galerie des Alpes» permet non seulement de profiter de la vue sur la chaîne des Alpes, mais aussi sur la brasserie située au pied de la colline du Gurten, berceau de la traditionnelle bière de Berne, la «Gurten». Malgré ce rappel visuel, celle-ci n'est pas servie au Palais fédéral. Les parlementaires et conseillers fédéraux assoiffés peuvent choisir d'autres bières locales produites à Burgdorf et Einsiedeln. En effet, l'époque de la brasserie «Zum Gurten» est révolue. Aujourd'hui, le quartier accueille de superbes habitations et des entreprises innovantes. Fondée en 1864, la brasserie a désaltéré la ville pendant un bon siècle. Mais l'entreprise a ensuite dû faire face à des mutations économiques. En 1970, elle a été rachetée par le groupe Feldschlösschen, la plus grande brasserie suisse. De nos jours, celle-ci produit à son siège de Rheinfelden, en Argovie, une bière appelée «Gurten».

Cette histoire est caractéristique d'une évolution qui a marqué d'autres villes, de manière plus visible qu'à Berne, plus paisible. Ainsi, à Fribourg, la fermeture de la brasserie Cardinal, fondée en 1788, a été vécue comme une véritable crise nationale. Lorsque Cardinal a dû stopper sa production après des années de déclin, le Gouvernement fribourgeois de l'époque s'est dit «choqué» et le président du gouvernement Beat Vonlanthen «très triste» de la disparition de ce symbole de l'histoire économique locale. Aujourd'hui, Cardinal n'est plus qu'un nom, apposé sur des bouteilles produites à Rheinfelden.

«The last Eichhof»

Ces deux épisodes illustrent la concentration du marché de la bière qui, en Suisse, a pris des proportions uniques. Elle a découlé pour l'essentiel du déclin du cartel de la bière en Suisse et a également touché les plus grandes entreprises. Ainsi, grâce aux nombreux rachats de brasseries régionales, Feldschlösschen AG a tout d'abord assouvi sa propre soif. Mais en 2000, Feldschlösschen a elle-même été absorbée par le géant danois de la bière Carlsberg. Durant la même

période, le groupe hollandais Heineken a également fait son marché en Suisse et racheté la bière des Grisons «Calanda Bräu» et la marque «Eichhof», la bière de Lucerne. À Lucerne précisément, un groupe s'est mobilisé en vain contre le rachat: des étudiants de l'EPF de Zurich ont lancé le jeu vidéo «The Last Eichhof» qui consistait, à force de combats virtuels, à éviter un rachat hostile. Cela n'a servi à rien. Seules les lamentations sur la globalisation du marché de la bière sont devenues un peu plus audibles.

Aujourd'hui, une génération plus tard, beaucoup de choses ont changé. Même si la bière qui désaltère les gosiers suisses provient à 60 % de brasseries contrôlées par Carlsberg (Feldschlösschen) et Heineken (Eichhof, Calanda), des centaines de petites et très petites brasseries se sont établies face aux multinationales aux réseaux internationaux. Si, en 1991, la Suisse comptait uniquement 31 brasseries actives, elles sont désormais plus de 900. Aucun autre pays ne compte un nombre aussi élevé de brasseries par rapport au nombre d'habitants. Tous ces acteurs de niche commercialisent environ 5000 bières différentes sur le marché.

De l'«Öufi» à la «Sierrvoise»

Il semblerait qu'un sentiment de patriotisme local ait germé sur tout le territoire. À Soleure, on boit aujourd'hui principalement la bière «Öufi» en célébrant ainsi le onze, nombre emblématique de la ville («öuf» signifie «onze»). Par contre, à Sierre, les habitants ne jurent que par «La Sierrvoise». Burgdorf s'en tient au slogan «Bier braucht Heimat» («La bière a besoin d'une patrie») de la brasserie locale, et le confirme par sa consommation. Désormais, la petite ville accueille même une deuxième brasserie remarquable, dénommée Blackwell. Les nouvelles terres d'accueil des bières s'avèrent suffisamment grandes. Les marchés locaux deviennent micro-locaux: chaque quartier possède sa bière.

Adrian Sulc, rédacteur économique et observateur de longue date de cette évolution, relativise l'aspect patriotique local: «La plupart des personnes ne boivent pas de la bière locale par posture politique, mais plutôt par sympathie pour les brasseurs locaux.» Ce qui est marquant, c'est



la tendance générale: «Comme la globalisation amène des biens de consommation du monde entier dans nos supermarchés, nous nous intéressons soudain à nouveau aux produits qui viennent d'ici.» Cela ne concerne pas seulement la bière locale, mais également les légumes de la région, le pain du boulanger du quartier ou le fromage de l'alpage du coin. Pour la bière, «ce boom existerait sans doute aussi si le cartel de la bière ne s'était pas écroulé.»

Le secteur est diversifié. Il oscille entre culture de loisirs «do-it-yourself» sans prétention, brouhaha où la bière coule à flots et conscience artisanale de la tradition. De nombreuses petites et très petites brasseries sont des exploitations artisanales expérimentales. Elles créent des boissons très différentes des bières industrielles standardisées.

Tout un univers dans une petite bouteille

Qu'est-ce qui motive les nouveaux brasseurs suisses? La Revue Suisse se tourne vers la brasserie «523», qui commercialise sa bière sous cette même appellation énigmatique «523». Dans un premier temps, la réponse à cette question s'apparente à un refus: l'entreprise serait «malheureusement plutôt introvertie et ne serait donc pas la candidate idéale pour répondre à la presse.» Cela semble crédible. La brasserie de Köniz, située dans une ancienne fabrique de limes, renonce en effet à tout sensationnalisme. Le malt et le houblon sont plus importants que le marketing et le merchandising. Même

En quelques années, 900 petits brasseurs ont conquis le marché suisse de la bière. Ils créent parfois leurs produits dans des cuisines minuscules, comme par exemple Christophe Heani de la brasserie bernoise «Barbiere».

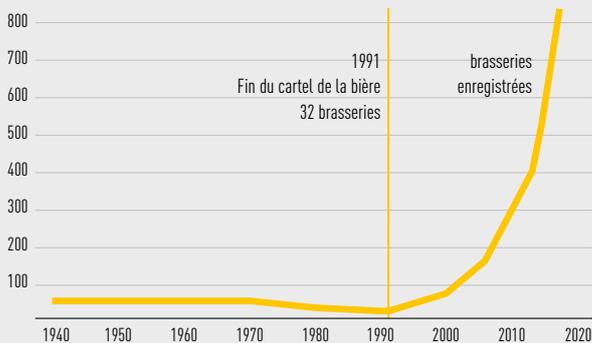
Photo Keystone

les étiquettes des bières sont particulièrement sobres. Et si les médias locaux célèbrent volontiers avec entrain les nouvelles brasseries de quartier, concernant «523», c'est le silence radio. La petite équipe (Sebastian Imhof, Nadja Otz, Tobias Häberli et Andreas Otz) n'aime pas occuper le devant de la scène.

Mais finalement, un aperçu instructif de ce petit univers de brassage se révèle possible. Les bières «523» sont produites pour un marché de taille très humaine. Être simplement «local» ne suffit pas, explique Andreas Otz. Bien entendu, «523» utilise du houblon produit dans la région: «Mais si nous avions uniquement besoin de ce qui pousse devant notre porte, le monde serait trop petit.» Otz connaît la formule selon laquelle la bière est une «boisson anti-globalisation» qui rend hommage à l'aspect local. Mais lorsque l'équipe produit de la bière, elle découvre aussi «les côtés positifs de la globalisation». Après avoir entendu parler d'un agriculteur local de Seattle expérimentant de nouvelles variétés de houblon, ils ont pu le contacter directement, se fournir chez lui, puis brasser et faire connaître une bière faisant honneur à cette nouvelle variété. Ainsi, la globalisation renforce aussi l'activité locale.

Les brasseurs de «523» piochent dans l'épicerie mondiale des goûts, parfums et autres produits stimulant les sens pour poursuivre «sans compromis ce qu'ils ont en tête». Et découvrir par exemple comment intégrer le goût «raisins de Corinthe caramélisés dans du vin de Porto» à la bière, qui est en soi «tout un univers dans une petite bouteille». Plus que simple actrice de l'industrie alimentaire, cette brasserie se

Nombre de brasseries suisses, 1940–2017

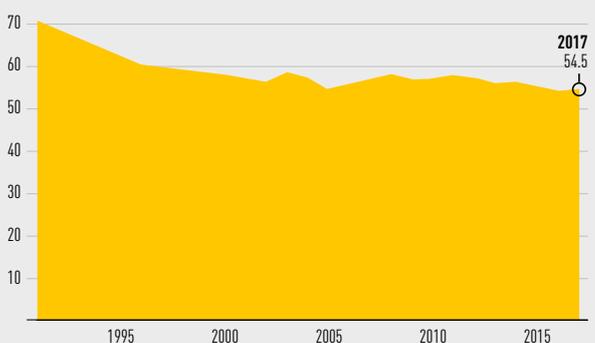


La fin du cartel de la bière

La diversité du marché suisse de la bière découle de l'effondrement du cartel suisse de la bière. Celui-ci a été fondé en 1935 par des brasseries locales: des zones de distribution ont été définies, l'offre a été restreinte à quelques types peu nombreux de bières et les importations de bières étrangères ont été combattues. Après le retrait de trois grandes brasseries, le cartel s'est effondré en 1991. Avec la mise en place du cartel, la bière suisse s'est dotée d'une aura particulière, que lui confère son origine locale. Après 1991, le marché était donc prêt à s'ouvrir à la nouveauté: les bières étrangères ont rapidement conquis de nouvelles parts de marché et le nombre de brasseries locales a été multiplié par trente entre 1991 et aujourd'hui.

Consommation de bière en Suisse, 1990–2017

Litres par habitant



La consommation d'alcool baisse

Le nombre de brasseries augmente. Mais en Suisse, la consommation d'alcool diminue continuellement. En 1990, elle s'élevait à environ 70 litres par habitant et par an, contre 54 litres aujourd'hui. Ce recul est dû d'une part à la baisse de la limite légale du taux d'alcool admis dans la circulation routière, qui est passée en 2005 de 0,8 à 0,5 %. De plus, une transformation sociale générale est en cours: de nos jours, l'alcool sur le lieu de travail est devenu tabou, les personnes sont plus attentives à leur santé. D'autre part, le boom des petites brasseries ne fait pas augmenter la consommation, puisqu'elles conçoivent leurs bières comme des produits d'agrément, exclusifs et chers. Le prix peut varier de 5 à 10 francs et peut excéder 20 francs la bouteille. Source: Administration fédérale des douanes

considère à la tête d'une expédition explorant l'univers du goût. Otz: «Ce qui nous intéresse, c'est de transmettre une expérience. La bière produite avec inspiration est une expérience culinaire.» Pour cela, pas de compromis: «Nous avons déjà jeté des lots entiers parce que le résultat ne correspondait pas à nos attentes.» Et lorsque l'objectif est atteint, l'exploration n'est pas terminée: «Nous produisons des bières pour une saison. Ensuite, nous passons à autre chose.»

Du local au global

La rockstar de la «nouvelle histoire de la bière suisse» est sans conteste le très extraverti Jérôme Rebetez de Saignelégier. À 23 ans, cet œnologue a fondé en 1997 l'une des premières petites brasseries, la brasserie des Franches-Montagnes (BFM). Aujourd'hui, BFM est un géant parmi les nains. Mais Rebetez produit toujours de manière aussi sauvage une œuvre d'art jurassienne complète combinant joie de vivre, art, concerts et bières à la forte personnalité sortant de l'ordinaire.

Désormais, BFM exporte un quart de sa production à l'étranger. En 2009, le New York Times écrivait que sa bière «Abbey de Saint Bon-Chien» était peut-être la meilleure au monde. Rebetez a ainsi atteint l'un de ses principaux objectifs. En effet, il souhaitait «créer une bière artisanale atypique, personnelle, une bière avec un bouquet particulièrement complexe, riche en bouche et pouvant se mesurer sans problème aux vins les plus nobles». Vieillie en fûts de chêne, l'«Abbey de Saint Bon-Chien» répond à ces exigences.

Que pense Rebetez, brillant précurseur des débuts, au sujet des nombreux pionniers actuels? Il observe un secteur en évolution rapide, avec de nombreux acteurs de la nouvelle culture de la bière: «Mais peu d'entre eux se voient

Un autre produit issu du boom actuel: les bières de la brasserie «523».





La star des petits brasseurs suisses: Jérôme Rebetez de Saignelégier avec sa bière BFM.

Photo Keystone

aussi comme des entrepreneurs.» Lui-même, qui avait reproché il y a des années «l'aspect très ennuyeux» de la branche, critique gentiment celle-ci: «Je trouve que certaines choses sont trop expérimentales.» Pour qu'une bière reste une bière, «il faut tout de même qu'elle puisse se boire seule, en entier». Il reste anticonformiste et s'élève contre l'obligation d'innover: «Quatre de mes premières bières font encore partie des plus demandées. Cela me rend fier.»

Il prédit un futur prometteur à ceux qui trouveront leur propre signature. En effet, toute personne sensée souhaite pouvoir faire un choix authentique. Cela nécessite des produits authentiques provenant d'entreprises authentiques avec une histoire authentique. Et d'authentiques conteurs, comme dans le cas de l'équipe de BFM. Ainsi, le chien bon et saint se trouvant sur l'étiquette de la célèbre bière noble «Saint Bon-Chien» n'est en fait pas un chien. C'est le chat de la brasserie de Rebetez qui s'appelait ainsi. La bière forte «Alex le Rouge» est également dédiée au mécanicien communiste de la brasserie BFM qui a continué à travailler et à boire après sa retraite dans la brasserie, jusqu'à sa mort. Parfois, son attrait pour la langue pousse le Jurassien à jouer un tour aux Suisses alémaniques. Après la décision de proposer une bière BFM aux Suisses alémaniques durant la période précédant Noël, Rebetez a étiqueté des bouteilles avec la mention «Die Bier vom Weihnachten» (l'orthographe exacte étant «Das Bier von Weihnachten»). Le bilan? Seulement quatre mots, deux erreurs frappantes et un brasseur affichant un

grand sourire à Saignelégier. Son «Highway To Helles» est également une taquinerie adressée à la Suisse alémanique. En effet, il trouve curieux que là-bas, les amateurs de bières commandent souvent «ein Helles» (une blonde), c'est-à-dire qu'ils commandent leur bière en indiquant sa couleur. Lorsqu'on achète une nouvelle voiture, on ne dit pas «une grise s'il vous plaît!» Et ceux qui n'apprécient pas ces moqueries peuvent se tourner vers l'une des 900 autres brasseries du pays.

De la levure sauvage

Retournons à la colline de Berne, le Gurten. La bière historique n'y existe plus depuis longtemps. Mais récemment, l'équipe «523» a décidé de réaliser un rêve de longue date: brasser une bière selon des recettes originales des années 1900, avec de la levure locale pour qu'elle «incarne le terroir». Sur le Gurten, ils ont placé une douzaine de récipients remplis de moût de bière afin de collecter de la levure sauvage. Le projet a porté ses fruits. Trois des douze récipients contenant un résultat très prometteur, il a été décidé de cultiver l'une des levures sauvages. Des recherches, menées pendant plusieurs semaines sur les anciennes recettes locales, ont permis de faire des découvertes sur les ingrédients utilisés autrefois. L'équipe «523» ne sait pas encore sur quel projet elles vont aboutir. Ce qui est sûr, c'est que l'essor de la bière en Suisse a permis dans ce cas une lecture totalement nouvelle de la tradition orale.



Monnaie Pleine – une initiative populaire exigeante

La Banque nationale suisse n'a pas le monopole de l'émission de monnaie. Les banques commerciales peuvent également créer de l'argent, mais une initiative populaire soumise à votation le 10 juin prochain veut le leur interdire.

JÜRIG MÜLLER

Définissons tout d'abord ce qu'est l'argent. Les pièces et les billets, bien sûr. Mais aussi la monnaie scripturale, générée principalement lorsque les banques octroient des crédits. Ou encore les comptes bancaires. Sauf que l'avoir sur le compte bancaire n'est pas de l'argent réel mais une créance du client envers la banque lui permettant d'exiger d'être payé si nécessaire en espèces. Le temps aussi c'est de l'argent, comme nous l'expliquait Benjamin Franklin dans son livre intitulé «Advice to a young tradesman» publié en 1748. L'argent est donc presque aussi difficile à définir que le temps. Et l'actualité nous amène à réfléchir sur l'essence même de l'argent. En effet, le 10 juin prochain, les Suisses devront se prononcer sur l'initiative Monnaie Pleine dont l'intitulé officiel est le suivant: «Pour une monnaie à l'abri des crises: émission monétaire uniquement par la Banque nationale!» Vaste programme. Mais qu'est-ce que la monnaie pleine?

Voici un exemple: une banque commerciale accorde à un client un crédit de 10 000 francs et crédite le montant sur le son compte courant. La banque vient ainsi de créer de l'argent ex nihilo, ou plutôt de la monnaie scripturale. Aujourd'hui, cette monnaie scripturale, avant tout numérique, est bien plus largement répandue que l'argent en espèces. Les moyens de paiement légaux (pièces et billets de banque) ne représentent que 10 % environ de la masse monétaire en circulation; les 90 % restants sont de la monnaie électronique, «que les banques créent elles-mêmes à volonté», comme l'indiquent les initiants sur leur page d'accueil. L'initiative exige que désormais, seule la Banque

nationale puisse créer de la monnaie numérique, qu'elle ait donc également le monopole de la monnaie scripturale, comme c'est déjà le cas pour l'argent en espèces. Chacun le sait, les banques commerciales ne sont pas autorisées à frapper des pièces ou imprimer des billets. Si l'initiative est adoptée, elles pourront continuer à exercer leur activité et octroyer des crédits, dans la mesure où les masses monétaires engagées sont entièrement couvertes par leur capital propre et l'épargne ou bien par un prêt de la banque nationale.

Un système financier plus stable?

Selon les initiants, l'introduction de la monnaie pleine rendrait l'ensemble du système financier plus résistant aux crises et plus équitable: «L'argent de nos comptes courants sera entièrement sécurisé, car il s'agira de l'argent de la Banque nationale. Il sera à l'abri des faillites bancaires. Les règles du jeu seront les mêmes tant pour les banques, petites et grandes, que pour les entreprises. Et surtout, l'argent appartiendra alors au titulaire du compte et ne sera pas perdu en cas de faillite de la banque».

Les initiants promettent mieux encore, une véritable manne financière: Conséquence réjouissante de l'initiative Monnaie Pleine, la Banque nationale pourrait verser chaque année à la Confédération et aux cantons entre cinq et dix milliards de francs suisses supplémentaires, issus de la recette de l'émission monétaire. À l'exception de la production de pièces, ces possibilités de revenus n'ont jamais été utilisées, pas même par les banques commerciales pour des raisons systémiques. Avec la réforme Monnaie Pleine, ce potentiel à ce jour inusité deviendrait ex-

ploitable, selon les initiants. Qui plus est, le risque de crises financières diminue. En effet, la production actuelle de monnaie par l'octroi de crédits contraint à l'endettement: aujourd'hui, il n'y a pas de nouvel argent sans nouvelle dette. Une société fortement endettée est vulnérable face aux crises financières.

L'initiative n'est chapeautée par aucun parti ni organisation connue, mais par l'association «Modernisation Monétaire» dont le comité est composé de personnalités en grande partie inconnues. Notons que l'initiative est soutenue par bon nombre d'économistes parfois célèbres, diplômés de différentes hautes écoles, parmi lesquelles l'Université de Saint-Gall, dont sortent un grand nombre de hauts dirigeants de l'économie.

Des refus de tous les horizons politiques

L'initiative se heurte à un rejet abrupt au sein du Parlement: bien que la requête soit plus favorablement accueillie par le PS et les Verts, toutes les fractions rejettent l'initiative à l'unanimité. Une minorité gauche-droite a présenté un contre-projet, mais sans succès. Reprenant l'argument de la stabilité financière, ce contre-projet entendait inscrire dans la constitution fédérale le fait que «nos grandes banques auront suffisamment de moyens propres à l'avenir pour se sortir d'affaire en cas de mauvais calculs» (conseiller national PS Beat Jans). Le PS a pourtant également rejeté l'initiative, arguant, à l'image de presque tous les intervenant(e)s que le projet, encore jamais testé, est trop risqué. Selon Susanne Leutenegger Oberholzer, conseillère nationale PS et experte en



économie : «Encore aucune économie dans le monde n'a mis en place un système de monnaie pleine tel que le décrit cette initiative. Nous n'avons donc aucun recul en la matière. »

Durant les débats, Kathrin Bertschy, conseillère nationale Vert'libéraux, a brandi un argument clé des initiants: une banque seule ne peut pas simplement «créer de l'argent ex nihilo». L'octroi de crédits «est soumis à des restrictions, des dispositions réglementaires, des besoins en liquidités et au régime des réserves minimales. Les limites sont définies. La Banque nationale dispose d'une marge de manœuvre.» Selon Thomas Matter, conseiller national UDC et banquier, l'initiative Monnaie Pleine veut «résoudre un problème qui n'existe pas». Selon lui, «cela revient à inonder la cave d'une maison pour vérifier si la pompe à eau que l'on vient d'acheter fonctionne aussi bien que l'ancienne.» Les initiants souhaitent «démolir le système financier suisse parfaitement intact et mondialement reconnu pour en bâtir un radicalement nouveau, sur les ruines de l'ancien et selon leurs propres plans». L'initiative est

porteuse d'incertitude et asphyxie l'économie.

Ancrer la réalité dans la Constitution

Daniela Schneeberger, conseillère nationale PLR, souligne que la stabilité du système bancaire, que l'initiative entend précisément renforcer, a déjà été consolidée par la loi sur les banques («Too big to fail») de 2011. Et son collègue de parti Beat Walti met en garde contre le risque d'une «étatisation de fait de la création monétaire» en cas de oui à l'initiative. Un argument qui peut sembler frappant mais qui, pour Peter Ulrich, ne fait pas le poids. Cet ancien professeur d'éthique de l'économie à l'Université de Saint-Gall conseille les initiants sur les questions économiques. Dans un article publié dans la NZZ, il écrit que l'initiative «comble le fossé entre la souveraineté monétaire de l'État telle qu'envisagée dans la Constitution et la réalité du système monétaire actuel, tout autre et impliquant des risques nettement accrus». En 1891 de fait, le peuple votait en faveur du monopole de l'État dans le do-

Les initiants du comité de l'initiative «Monnaie Pleine» avec une marionnette Helvetia et un masque du président de la BNS Thomas Jordan en avril 2017 à Berne.

Photo Keystone

maine de la création d'argent «concernant les pièces de monnaies et les billets de banque qui dominaient alors largement les paiements et en 1951, confirmait par votation ce monopole.» La monnaie scripturale aujourd'hui majoritaire ainsi que l'argent virtuel échangé au moyen des cartes de débit et de crédit ne sont toutefois pas dotés du statut de moyen de paiement légal. Kathrin Bertschy propose «d'aborder ces questions avec une certaine humilité»; en effet, elles touchent à des éléments essentiels du régime monétaire, génèrent bon nombre d'incertitudes et d'hypothèses et ne peuvent être traitées comme le serait une science exacte.

On peut ajouter qu'il s'agit d'un modèle intellectuellement exigeant, qui, de manière inédite, refuse les préjugés ou les rancœurs et sollicite une réelle capacité de réflexion.

www.vollgeld-initiative.ch

Loi contestée sur les jeux d'argent

Le 10 juin 2018, le peuple se prononcera également au sujet de la nouvelle loi sur les jeux d'argent. Le Conseil fédéral et le Parlement entendent regrouper la loi actuelle sur les maisons de jeu et la loi sur les loteries. Cette nouvelle loi s'inspire largement des dispositifs en vigueur et introduit des nouveautés. Désormais, les maisons de jeu peuvent également proposer leurs jeux en ligne; l'accès depuis la Suisse aux offres de jeux en ligne étrangers doit toutefois être bloqué. Motif de ce blocage: les fournisseurs suisses doivent respecter des dispositions, en particulier pour lutter contre l'addiction aux jeux. Les Jeunes Libéraux-Radicaux, les Jeunes UDC et les Jeunes Vert'libéraux ont lancé un référendum contre ce blocage, rejoints par le parti des Jeunes Verts qui ont créé leur propre comité. Il s'agit pour eux de la question fondamentale de savoir «si nous voulons mettre en péril le libre accès à internet afin de protéger les fournisseurs locaux», comme on peut le lire sur la page d'accueil des Jeunes Libéraux-Radicaux. Une situation digne, selon eux, de la Corée du Nord ou de la Chine. (JM)

La Suisse participe au refoulement des migrants en Libye

La Confédération a alloué un million de francs aux gardes-côtes libyens. Cette politique a contribué à freiner les traversées, mais elle équivaut à soutenir le racket des migrants, dénoncent plusieurs ONG.

STÉPHANE HERZOG

Un million de francs suisses pour les gardes-côtes libyens. C'est la somme qui a été engagée par la Suisse en 2017 dans le cadre d'un programme européen mené par l'Organisation internationale des migrations (OIT). «Trois modules de formation ont été conduits avec les autorités compétentes en matière de sauvetage en mer et de migrations», rapporte Emmanuelle Jaquet von Sury, porte-parole du Département fédéral de justice et de police (DFJP). «Un focus particulier a été mis sur l'enregistrement des migrants

suite aux opérations de sauvetage en mer afin de pouvoir assurer leur suivi, également dans les lieux de détention.»

Les gardes-côtes ont reçu des équipements de sauvetage, incluant 2500 pièces, dont des gilets de sauvetage, des trousseaux de premiers secours, et des couvertures, indique le DFJP. La Suisse n'est pas sur place pour vérifier le déroulement de ce programme, «mais la présence dans la majorité des ports à l'ouest de Tripoli de représentants de l'OIM et du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) permet d'assu-

rer une assistance et une certaine protection lors du débarquement et notamment l'enregistrement et la détection de cas particulièrement vulnérables», assure la porte-parole. Cependant, «la situation de conflit en Libye réduit parfois la mobilité du personnel OIM et complique la mise en œuvre du projet.»

Accusations de racket et d'interceptions meurtrières en mer

De leur côté, plusieurs ONG accusent les gardes-côtes libyens de participer

Des réfugiés libyens en bateau sont sauvés en haute mer.

Photo Keystone



au racket des migrants. Les équipages des Libyan Coast Guards (LCG) auraient même provoqué des noyades. C'est ce que dit un rapport publié fin 2017 par Amnesty International, qui cite un incident arrivé le 6 novembre, au cours duquel des manœuvres d'une frégate des gardes-côtes auraient contribué à la noyade d'une cinquantaine de personnes.

Le DFJP déclare ne pas avoir d'informations officielles permettant de confirmer cet incident. «Le nombre alarmant de naufrages en mer Méditerranée, avec 2832 décès en 2017, nous oblige cependant à contribuer à une meilleure protection des migrants. Le projet de l'OIM pour le sauvetage en mer a été mis en œuvre afin de poursuivre cet objectif humanitaire», avance Emmanuelle Jaquet von Sury. Amnesty dénonce un double langage. «Les États européens, qui connaissent parfaitement les graves violations dont sont victimes les réfugiés et migrants en Libye ont choisi de contrôler les migrations en soutenant les autorités libyennes. En stoppant les traversées, ils bloquent des milliers de personnes dans un pays où elles sont systématiquement soumises à des abus et où elles n'ont peu ou pas de chances de trouver une protection.»

«Les personnes sauvées en mer nous disent qu'elles préféreraient mourir plutôt que de retourner en détention en Libye», rapporte Caroline Abu Sa'Da, directrice de SOS Méditerranée Suisse, association qui participe aux opérations de sauvetage menées par le navire Aquarius. Elle estime qu'il est impossible de faire confiance aux LCG. «Qui sont ces gardes-côtes? Ce sont plutôt des milices qui opèrent des interceptions et qui ramènent les migrants en détention – où les conditions sont atroces –, empêchant parfois un secours par une ONG. La Suisse ne peut pas se voiler la face en se satisfaisant du fait que ces unités sortent des gens de l'eau.»

Organisatrice en novembre 2017 à Berne de la troisième rencontre du Groupe de contact pour la Méditerranée centrale, «la Suisse s'aligne sur une politique européenne répressive, qui a pour but d'empêcher l'accès des migrants à l'Europe», estime Vincent Chetail, directeur du Centre des migrations globales de l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève. L'Union européenne (UE) a fourni 46 millions d'euros en 2017 pour renforcer les capacités d'intervention des autorités libyennes. Elle met en avant le fait que cette politique a entraîné l'an passé une diminution sensible des traversées. Cette stratégie a permis le sauvetage en mer des 14 000 personnes, avance le DFJP. «La Libye, qui n'a pas ratifié la Convention de Genève sur les réfugiés, n'est pas un pays d'asile. Il n'est ni sûr, ni protecteur. Il n'y a pas de régime en place et les fonds alloués seront détournés, rétorque le professeur de droit international, qui estime que l'Europe se rend ainsi complice d'abus.»

Poussés vers des traversées encore plus dangereuses

L'expert dénonce une politique inefficace et de nature à accroître les dangers. «Les traversées à partir de la Libye ou de la Tunisie empruntent les voies les plus faciles. Si ces accès sont bloqués, les flux migratoires vont se déplacer ailleurs, augmentant les risques de traversées dangereuses pour la vie humaine.» Le fondateur du Centre des migrations globales juge que c'est toute la vision des migrations qui est faussée. «En 2015, le nombre de demandeurs d'asile arrivés en Europe s'est élevé à 1,2 million de personnes, soit 0,2% de la population de l'UE, et c'était un pic statistique. On ne peut donc pas parler d'afflux massif. Les vrais enjeux consistent à aider à la reconstruction

de la Libye et à repenser une politique migratoire, notamment en ouvrant des voies d'accès légales vers l'Europe.» Selon Amnesty International, près d'un demi-million de personnes auraient pris la mer entre 2015 et 2017, entraînant plus de 10 000 morts. Les exilés présents en Libye dépasseraient les 400 000 personnes, selon l'OIM, avec un total estimé de 20 000 migrants en détention.

Présent à Berne en novembre 2017 à la troisième rencontre du Groupe de contact, aux côtés du HCR et de l'OIM, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui visite des centres de détention en Libye, rappelle qu'«une politique migratoire doit également avoir pour ambition de réduire l'utilisation de la détention comme moyen de gestion de la migration et de réduire les abus sur les migrants.» L'organisation a recommandé de «renforcer la gestion des restes humains et celle des données sur les personnes décédées et de faciliter la transmission d'informations sur le fait et le lieu de disparition aux familles des disparus», indique Thomas Glass, porte-parole.

En Méditerranée, l'hiver n'a pas arrêté les traversées. Le mardi 16 janvier, les équipes de l'Aquarius ont mené cinq opérations de sauvetage d'affilée, permettant de secourir 505 personnes. Le même jour, les garde-côtes italiens, qui ont coordonné un total de 11 opérations de sauvetage – par des ONG et de navires marchands – ont calculé que 1400 personnes avaient été secourues au large de la Libye. «Il est impossible de couvrir l'intégralité de la zone de sauvetage avec les trois bateaux d'ONG qui restent sur la zone, a commenté SOS Méditerranée, appelant les États européens à s'engager à mettre en place une flotte de sauvetage européenne pour éviter des milliers de morts annoncées.»



La présidente de la Confédération Doris Leuthard, ici lors d'une conférence de presse avec le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, constate que la Suisse est discriminée par l'UE. Photo Keystone

Le droit d'entrée pour le marché intérieur est à nouveau exigible

La Suisse a envisagé d'octroyer à l'UE pour la deuxième fois 1,3 milliard de francs pour le développement des pays membres les plus pauvres. Mais les pressions exercées par Bruxelles sont mal accueillies à Berne.

MARKUS BROTSCHI

Ces dix dernières années, la Suisse a octroyé 1,3 milliard de francs pour financer des projets de construction en Europe de l'Est. Cette contribution à la cohésion, qui vise l'harmonisation des niveaux de développement des pays membres de l'UE, avait été demandée pour la première fois par l'UE il y a dix ans comme droit d'entrée sur le marché intérieur. La Suisse a versé un milliard de francs aux dix pays qui ont rejoint l'UE en 2004, essentiellement des États d'Europe de l'Est. Puis 260 millions de francs ont été versés à la Bulgarie et la Roumanie, et 40 millions à la Croatie. C'est la

Pologne qui a le plus bénéficié de cette contribution à la cohésion, qui s'est élevée à près d'un demi-milliard de francs. Avec ces 1,3 milliard de francs, la Suisse a pu financer plus de 200 projets concernant par exemple les infrastructures pour la protection des frontières, l'aide à la mise en place des juridictions, la formation à l'environnement ou des usines de traitement. Les États bénéficiaires ont dû participer à hauteur de 15 % au financement des projets. La Suisse disposait alors d'agences sur place pour contrôler l'utilisation des moyens. Le bilan de la Confédération concernant l'utilisation de ces fonds est positif. Mais

l'Union européenne attend désormais de la Suisse qu'elle renouvelle le versement de sa contribution à la cohésion pour les dix prochaines années. Ce à quoi le Conseil fédéral s'est engagé en novembre dernier lors de la visite à Berne du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker.

Tout semblait laisser croire que cette fois, l'aide à la construction pour les pays européens les plus pauvres porterait l'adhésion de tous les partis. En 2006, le premier milliard versé avait dû être approuvé par le peuple parce que l'UDC avait lancé un référendum contre la loi sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est. Cette fois, l'UDC a laissé s'écouler le délai référendaire contre le renouvellement de cette loi. Ce qu'elle regrette au vu de la grogne qui monte au sein des partis politiques.

La Suisse sur la liste grise

Motif de la grogne: la posture agressive de Bruxelles visant à ce que la Suisse se montre conciliante sur d'autres dossiers. Peu après l'accord du Conseil fédéral, l'Union européenne a inscrit la Suisse sur une liste grise de pays dont le régime fiscal ne serait pas conforme aux critères européens. Concrètement, l'UE pointe du doigt les privilèges fiscaux accordés par la Suisse à des holdings étrangères. La réforme de l'imposition des entreprises III ayant été rejetée lors de la votation populaire, la mise en œuvre de l'exigence européenne est en suspens.

La sentence est arrivée peu avant Noël, lorsque l'UE a indiqué qu'elle limitait à un an l'accès aux marchés. Avec cette limitation, Bruxelles fait pression sur la Suisse afin qu'elle signe un accord-cadre institutionnel pour les accords bilatéraux au cours du premier semestre, qui prévoit la reprise par la Suisse du droit européen et règle la procédure d'arbitrage en cas de différends. Mais les partis bourgeois, en particulier l'UDC, ont du mal à voir dans cet accord-cadre le «contrat d'amitié» qu'évoque Jean-Claude Juncker. Pour Christoph Blocher, figure de proue de l'UDC, le combat contre un tel accord est tout aussi déterminant que celui mené contre l'accord EEE. 25 ans après le rejet de cet accord, le Conseil fédéral s'apprête à assujettir la Suisse à l'UE avec un «contrat colonial». L'UDC, qui a lancé son «initiative d'autodétermination», souhaite ancrer dans la Constitution fédérale la priorité du droit constitutionnel suisse par rapport au droit international non contraignant – comme par exemple les accords bilatéraux avec l'UE.

Le Conseil fédéral a perçu la limitation à un an de la reconnaissance de l'équivalence boursière comme un affront. Et ce, malgré la bonne figure affichée par le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker et la présidente de la Confédération à l'époque, Doris Leuthard.

Cette dernière constatait quelques semaines plus tard que la Suisse était discriminée par l'UE. Les États-Unis, l'Australie et Singapour, avec lesquels l'UE entretient des relations bien moins étroites, auraient bénéficié d'une reconnaissance illimitée de l'équivalence boursière. Alain Berset, le nouveau président de la Confédération, a également fustigé la manière dont Bruxelles s'est adressée à Berne.

Sans reconnaissance boursière, la Suisse risque de perdre une part considérable du négoce de titres sur les places boursières européennes. Les partis bourgeois demandent au Conseil fédéral de suspendre le versement du milliard de cohésion et ce, aussi longtemps que l'équivalence de la bourse suisse ne sera pas garantie de manière illimitée.

Les États de l'EEE davantage sollicités

Même si le Conseil fédéral réalise que la Suisse devra continuer à financer le fonds de cohésion, les pressions exercées par l'UE ont modifié l'état d'esprit des parlementaires. Les partis bourgeois n'entendent pas céder sans condition au nouveau bras de fer qui oppose Berne et Bruxelles. Mais rien ne dit que le Parlement sera prêt à engager une épreuve de force contre l'UE. En effet, d'autres pays comme la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein doivent verser une contribution à la cohésion encore plus élevée. Ces trois pays membres de l'EEE ont versé entre 2004 et 2009 près de 1,8 milliard d'euros au total. De 2014 à 2021, l'UE recevra une nouvelle enveloppe de 2,8 milliards d'euros, dont 97 % sont financés par la Norvège.

L'UE n'entend pas renoncer à la conclusion prochaine d'un accord-cadre étant donné qu'elle veut garantir une application cohérente du droit concernant les accords permettant à la Suisse de participer au marché intérieur. La première année du mandat d'Ignazio Cassis, le nouveau ministre des Affaires étrangères, sera donc marquée par la politique européenne. Le conseiller fédéral PLR avait laissé entendre avant son élection qu'il remettrait à plat les négociations avec l'UE.

L'UDC ne l'entend pas de la même oreille que les partis de gauche. Elle rejette tout alignement institutionnel de la Suisse sur les positions de l'UE. Les autres partis pensent qu'il est important de régler les relations entre la Suisse et l'UE et sont en faveur d'un tribunal qui arbitre les différends sur l'application du droit entre la Suisse et l'UE. L'UE se dit également ouverte à une telle solution, ce qui permettrait de trouver une issue au blocage institutionnel.

La fabrique à idées secrète

Esoro développe les voitures de demain, ainsi qu'un camion à hydrogène.

ANDREAS SCHWANDER

Presque tout ce que produit Esoro à Fällanden est secret, et le reste pendant des décennies. C'est la raison pour laquelle presque tout y est invisible. La société est rarement visible, mais on peut apercevoir ses camions-remorque construits par Esoro qui livrent les filiales du grand distributeur Coop en Argovie. Ce camion repose sur un concept inédit en Suisse. Il fonctionne avec de l'hydrogène produit par une centrale hydroélectrique en Argovie. Une pile à combustible, sorte de centrale électrique embarquée, produit de l'électricité en continu et charge une batterie. L'énergie nécessaire pour l'accélération provient de la batterie, bien plus petite que dans une voiture électrique. Le camion ne rejette aucune émission polluante et ne nécessite pas un long temps de charge. Un critère déterminant pour pouvoir intégrer les systèmes de propulsion alternatifs dans les parcs de camions. L'été dernier, le camion-remorque a obtenu l'homologation de l'Office de la circulation routière de Zurich.

Des décennies de recherche

«Nous sommes là pour développer des projets exigeants, complexes et interdisciplinaires», explique Diego Jaggi, CEO d'Esoro. Il cultive depuis très longtemps sa passion pour les projets utopiques à roues. Il a commencé avec le «Tour-de-Sol», la légendaire course de véhicules solaires qui faisait le tour de la Suisse dans les années 80, puis dès 1990, créé une entreprise reposant sur ce concept. Esoro fait ainsi partie de l'industrie automobile suisse, vaste mais largement méconnue, qui emploie 34 000 collaborateurs et génère un chiffre d'affaires annuel de CHF 16 milliards. «Nous devons nous maintenir dans le secteur», explique Diego Jaggi, «en dépit des nombreux obstacles que nous rencontrons en Suisse». Avec le cours élevé du franc suisse mais aussi les droits de douane, tout est plus cher et plus compliqué. Et parvenir à obtenir les papiers nécessaires pour l'homologation d'un nouveau véhicule est tout un art. Diego Jaggi pense qu'à elles seules, les démarches administratives pour l'homologation routière représentent près de 20% du coût de construction et de développement des camions équipés de piles à combustible, à condition qu'elles ne soient pas faites pour la première fois. Sinon, c'est dix fois plus cher.

Enfin, pour pouvoir conduire avec le numéro blanc tant prisé, Esoro dépend de la bonne volonté des offices de la circulation routière. Car pour l'administration aussi, la charge de travail pour un seul camion est très importante. Les au-



torités auraient tout intérêt à déceler le moindre défaut de conformité afin de ne pas délivrer l'homologation. Ça n'a pas été le choix de l'office de la circulation routière de Zurich. Les experts ont étudié attentivement la thématique et ont collaboré de manière constructive.

Le camion non polluant du fabricant suisse Esoro livre depuis peu les filiales Coop avec des produits frais.

Photo Keystone

Un 19 tonnes homologué

Le camion Esoro est le premier en Suisse à avoir été certifié conforme aux dispositions relatives aux véhicules utilitaires non polluants. En Suisse, le tonnage autorisé des camions est de 18 tonnes et en UE, de 19 tonnes. Mais la Suisse autorise pour les véhicules équipés d'une propulsion alternative un poids de 19 tonnes. Pour être fabriqués en série, ils devraient toutefois subir une longue série d'adaptations pour se conformer aux besoins de la production de masse.

Pour Esoro, chaque camion doit avoir une apparence parfaite. Il y a plusieurs années, lors de la présentation d'une première voiture à hydrogène au Salon de l'automobile de Genève, un grand dirigeant de Volkswagen avait dit à Diego Jaggi: «C'est gagné». Autrement dit, le modèle était parfait. Les prototypes de Rinspeed qu'Esoro construit régulièrement pour l'entrepreneur zurichois Frank Rinderknecht sont également parfaits. Amphibies, équipés de fonctions nautiques ou bien véritables hydroptères, ils sortent toujours des hangars secrets de Fällanden. Ces prototypes Rinspeed peuvent sembler absurdes mais bon nombre des concepts développés ici sont repris plus tard dans les voitures de série. Car Esoro travaille toujours sur la génération automobile du futur, ce que l'on appelle le pré-développement. Un domaine où la société peut réfléchir et imaginer, en toute liberté.

ANDREAS SCHWANDER EST JOURNALISTE INDÉPENDANT ET CONSULTANT À BÂLE

La jungle asiatique, entre enfer et paradis

Le «pauvre poète» Hamo Morgenthaler a vécu ses plus belles années dans la forêt vierge du sud-est asiatique et ne s'en est jamais défait, pour le meilleur et pour le pire.

CHARLES LINSMAYER

«Une banale sphère nichée au centre de la Suisse avec pour décor des champs de pommes de terre», voilà comment Hans (dit «Hamo») Morgenthaler décrivait la région de Berthoud, où il est né le 4 juin 1890. Très jeune, il fut confronté à la disparition de sa mère et frappé par le malheur. Il étudia la botanique, la zoologie et la géologie, mais était mû depuis toujours par un désir irrésistible de vivre dans «la beauté et le danger». Comme le montre «Ihr Berge», sa première œuvre littéraire, parue en 1916, il laissa d'abord libre cours à son désir de montagne, avec une témérité telle qu'en 1911, presque tous ses doigts se retrouvèrent gelés lors de son ascension du Tödi.

En 1920, il aurait jeté son matériel d'alpinisme dans une crevasse pour protester contre le tourisme de masse. Avant sa passion pour la montagne, Hamo Morgenthaler fut attiré par une autre aventure: la jungle asiatique. Lors de son séjour dans la forêt vierge malaisienne, de 1917 à 1920, alors qu'il travaillait pour une entreprise afin d'y chercher de l'étain et de l'or, il vécut des «heures paradisiaques», dans une nouvelle «patrie», bercé par la «douce mélodie nocturne de la forêt», aux côtés de «beautés féminines brunes». Ce péripècle lui fut toutefois fatal: tandis qu'il aurait souffert jusqu'à la fin de ses jours d'une syphilis jamais diagnostiquée, il contracta aussi la malaria, maladie avec laquelle il rentra en Suisse, avant d'être atteint de la tuberculose, dont il mourut en 1928, à 38 ans.

Euphorie et sensualité

Il avait auparavant évoqué deux fois sa fascination pour l'Asie dans ses écrits. En 1920, dans le livre aux accents euphoriques et sensuels «Matahari. Stimmungsbilder aus den malaysisch-siamesischen Tropen», salué par Hermann Hesse et Emmy Hennings, puis dans «Gadscha Puti. Ein Minenabenteuer», œuvre critico-sceptique qui dépeint la jungle comme un enfer, et dont Orell Füssli refusa la publication au plus grand regret de l'auteur, à court d'argent. Le livre ne parut qu'en 1929, après sa mort, aux éditions Francke. Autre livre publié à titre posthume: «In der Stadt. Die Beichte des Karl von Allmen», texte sombre et angoissant qui présente la ville comme un lieu de débauche, un abîme où se perd l'être humain en proie à ses pulsions, et

où Karl von Allmen, promeneur solitaire nocturne, est absorbé par la ville dans ce qu'elle a de plus «dément».

Après son retour d'Asie, Hamo Morgenthaler n'eut plus aucune demeure et ne retrouva jamais la quiétude. Souffrant de la tuberculose, il vécut à Arosa et à Davos, puis à Ascona où, miraculeusement, il donna vie à un roman empreint de légèreté intitulé «Woly, Sommer im Süden», dans l'établissement de soins bernois de Waldau (par jalousie, il faillit tuer quelqu'un), dans une clinique psychiatrique de Mendrisio et, en 1927, à Berne, où la dentiste Marguerite Schmid prit soin de lui et le ramena à une relative sérénité. Après l'expressionnisme de ses romans sur l'Asie et l'humour de «Woly», il y eut pour finir ses poèmes lapidaires au parfum tragico-absurde, dont le dernier et le plus bouleversant est le suivant: «Lieber Gott, /schlag mich tot. / Nimm von mir dies wüste Leben. / Dann werd ich Dir ein Müntschi geben.»

BIBLIOGRAPHIE: Sont disponibles: «Dichtermisere. Ein Hans-Morgenthaler-Brevier», publié par Georges Ammann dans Orte, ainsi que «Hamo, der letzte fromme Europäer» et «Der kuriose Dichter Hans Morgenthaler», des échanges épistolaires avec Ernst Morgenthaler et Hermann Hesse. Ces deux ouvrages sont publiés par Roger Perret, aux éditions Lenos.



«Il me semble aujourd'hui qu'au moment de dire adieu à ces montagnes recouvertes par la neige d'automne, mon départ n'était pas une séparation, ni une trahison; je ne partais pas, je rentrais chez moi, dans la mère patrie, dans un monde certes complètement nouveau, mais un monde ancien et parfaitement authentique».

(tiré de «Matahari. Stimmungsbilder aus dem malaysisch-siamesischen Dschungel», Zurich 1920, épuisé.)

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZÜRICH

«Je suis content que la révolution n'ait pas eu lieu»

Il y a cinquante ans, en Suisse aussi, le moment de changer le monde en profondeur semblait venu. Et Fritz Osterwalder a vécu les événements de 1968, en tant que marxiste, avant de devenir professeur de pédagogie. Que reste-t-il de cette époque? Entretien sur les écueils et les progrès.

INTERVIEW: DANIEL DI FALCO

Monsieur Osterwalder, le cinquantenaire de 68 est une événement majeur de l'année. Et pour vous, il s'agit d'un chapitre de votre biographie personnelle. Quel effet cela fait-il d'observer sa propre jeunesse dans un musée?

On remarque qu'une chose à laquelle on a participé est désormais terminée. Dans le même temps, on tire le bilan des événements.

Quel est-il?

Il y a deux aspects. Nous avions des préoccupations: l'équité sociale, l'égalité des sexes, l'ouverture de la société. De ce point de vue, il y a eu des progrès importants, notre engagement a été utile. D'autre part, nous souhaitions révolutionner entièrement la société, avec des théories du 19^e siècle, marxistes, socia-

listes, trotskistes, etc. Cela n'a rien donné, et tant mieux pour nous.

Pourquoi «tant mieux»?

En Suisse, nos idées n'ont pas eu beaucoup d'impact. Dans de nombreux pays d'Amérique latine en revanche, les révolutions marxistes se sont quelquefois terminées de manière affreuse. Elles ont coûté des vies, et également celles de marxistes. Ainsi, en Europe, nous avons vécu les événements de 68 de manière privilégiée.

Parce que personne n'a dû assumer le rêve de révolution?

Plus encore, des personnes comme moi ont même pu faire carrière au sein du système d'éducation nationale en devenant professeur.

Ce même système que vous souhaitiez renverser lorsque vous étiez marxiste.

Exactement. Nos idées, basées sur une démocratie des conseils ou encore l'économie planifiée, étaient aussi fondamentalistes que rudimentaires, voire naïves. Cela aurait pu mal tourner. Très mal.

C'est-à-dire de manière antidémocratique?

Antidémocratique. Totalitaire. Chaotique.

En 1968, vous aviez seulement 21 ans. Ensuite, vous avez apporté votre aide lors de la création de la section zurichoise de la LMR, la «Ligue marxiste révolutionnaire», issue d'une scission au sein du Parti ouvrier populaire.

Oui, mais c'était seulement en 1971. En 68, c'était différent: un mouvement large, très varié, d'anticonformistes,

c'est-à-dire de personnes qui n'étaient pas satisfaites de l'ordre social en place, ont articulé cette insatisfaction en dehors des structures politiques traditionnelles, et donc également en dehors des vieux partis de gauche. Tout ce mouvement allait bien au-delà d'un certain milieu social. Ces anti-conformistes regroupaient aussi des personnes qui souhaitaient un changement dans la littérature ou le théâtre. D'autres aspiraient à une ouverture du système éducatif. Et d'autres enfin étaient totalement apolitiques.

Et comment ces personnes se sont-elles organisées à l'époque?

On se rencontrait lors des manifestations, dans des bistrotts et dans des groupes d'action qui poursuivaient certains objectifs, comme par exemple la solidarité avec le Vietnam, une participation active aux syndicats ou bien le renouvellement du théâtre. Les groupements politiques n'étaient pas encore très structurés. Chez nous, en Thurgovie, un cercle d'étudiants, d'élèves et d'apprentis mais aussi de représentants de la «vieille gauche» se réunissaient pour discuter.

«1968» était donc plus qu'un simple mouvement étudiant

J'étais étudiant, et nous nous engageons pour les réformes étudiantes mais aussi pour les apprentis ou les travailleurs étrangers en Suisse. Aujourd'hui, on a du mal à imaginer, mais à l'époque, à l'extérieur de Frauenfeld, il y avait une décharge et, à côté, des baraques où habitaient les travailleurs immigrés d'Italie, séparés de leurs fa-

Fritz Osterwalder

Fritz Osterwalder, né en 1947 à Frauenfeld, étudiait en 1968 l'histoire et la littérature allemande à Zurich. Aujourd'hui, il est surtout connu pour ses recherches sur les relations entre les idées pédagogiques, la religion et l'État. Il s'est fait connaître en particulier en raison de son regard critique sur les «attentes de salut» que la société adresse à l'école, et sur le «culte» relatif aux réformateurs de la pédagogie tels que Montessori, Steiner ou Pestalozzi. En 2012, Osterwalder a pris sa retraite à l'Institut des sciences de l'éducation de l'Université de Berne où il travaillait depuis 2000. Auparavant, il a enseigné la pédagogie à Karlsruhe et a été enseignant ainsi que journaliste à Zurich et Winterthur.

DDF



Fritz Osterwalder, 50 ans plus tard:
«Le libéralisme bourgeois était l'un de nos ennemis, mais de nos jours, il constitue le fondement d'une société démocratique».

Photo Adrian Moser

milles qui ne pouvaient pas les rejoindre dans notre pays. Voilà comment la Suisse les traitait. Nous souhaitions faire quelque chose contre cela.

Le sentiment de pouvoir changer le monde semblait unir le mouvement, au-delà de toutes les différences.

Oui, nous avions ce sentiment: maintenant, nous allons tout renouveler, et tout rendre meilleur, surtout d'un point de vue moral. La morale était très présente en 1968. De petits noyaux du mouvement étaient issus du PS ou du Parti du travail. Mais une grande partie émanait de cercles religieux. Plus de solidarité et de justice pour le tiers monde, pour les travailleurs immigrés, pour les femmes: tout cela se basait sur des fondements moraux très forts.

Et quel a été le rôle des protestations contre la guerre du Vietnam?

Cette guerre a politisé beaucoup de personnes, tout comme la révolution socialiste à Cuba, le combat de libération de l'Algérie occupée par la France, mais

également les mouvements dissidents au sein du bloc de l'Est. Ces événements nous ont fait découvrir la résistance émergente face à l'impérialisme et les régimes d'Europe de l'Est. Et nous nous considérons comme une composante de cette résistance.

C'est également comme cela que les représentants de l'ordre établi vous percevaient: les autorités ont réagi aux protestations par la répression.

Oui, c'était l'époque de la Guerre froide, du fichage et des indicateurs. Mais pas seulement. Nous étions aussi disposés à réfléchir sur nous-mêmes, sur nos exigences et cette propension touchait également le milieu des élites traditionnelles.

Vraiment?

Certaines universités faisaient preuve d'une grande ouverture. Les directions et de nombreux professeurs voulaient débattre avec vous. Plus tard, j'ai vécu la même chose en tant que professeur. J'enseignais dans une école profession-

nelle zurichoise pour les personnes sourdes, notre directeur d'école était le président d'une section locale de l'UCD et malgré tout, nous nous réunissions une fois par semaine afin de discuter.

Vous avez été interdit d'exercer votre profession...

Pas ça, non. Je n'ai pas été désigné professeur principal dans un lycée de Winterthour et j'ai perdu mon poste pour des raisons politiques, mais j'avais le droit d'enseigner dans d'autres écoles publiques.

Osterwalder (2^e en partant de la droite) et d'autres membres de la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR) font savoir en 1975 que le parti se présentera aux élections du Conseil national dans douze cantons.

Photo Keystone



1968: Plus qu'une simple agitation et des scandales

1968? De nos jours, les historiens évoquent plutôt les «années 68» pour indiquer que les événements, également en Suisse, ne se sont pas limités à une année. Il y a eu l'agitation lors du concert des Rolling Stones au Hallenstadion de Zurich en avril 1967, l'occupation d'un séminaire de professeurs à Locarno en mars 1968, les combats de rue de Zurich de juin 1968, appelés l'émeute du Globus, la grande démonstration féminine sur la place Fédérale («la marche sur Berne») en mars 1969 ou l'exposition provocante d'Harald Szeemann «When Attitude Becomes Form» à la Kunsthalle de Berne en mars/avril 1969. Le mouvement des années 68 était une révolte contre l'autorité traditionnelle et exigeait l'autodétermination, la justice et la solidarité. Dans le même temps, une évolution plus globale est devenue visible dans les protestations médiatisées: celles-ci constituaient le point d'orgue d'un renouveau social qui avait déjà débuté en 1965 et qui a duré une bonne décennie. Ce renouveau s'est caractérisé par exemple par le nombre croissant de divorces, de diplômés des hautes écoles ou de femmes sur le marché du travail. D'autre part, la prospérité, la culture de la jeunesse et les médias de masse ont également créé une dynamique s'opposant de plus en plus aux valeurs conservatrices qui ont façonné l'ère de l'après-guerre en Suisse. Cela a entraîné une modernisation sociale éclatant au grand jour lors des protestations de 1968 et aboutissant finalement à des réformes politiques, mais aussi à une large libéralisation des normes sociales: du concubinage à la culture de consommation, en passant par les coupes de cheveux, les modes de vie acceptés sont devenus plus diversifiés. Ainsi, de nombreuses choses aujourd'hui évidentes découlent de ces «années 68». DDF



L'émeute du Globus de l'été 1968 à Zurich a donné lieu à des combats de rue. Photo Keystone

En 1979, dans un livre, vous expliquiez la «voie vers le socialisme en Suisse»: il s'agissait «de renverser le capitalisme, de briser le pouvoir de la classe capitaliste de disposer de la grande majorité de la population».

C'est comme cela que nous le formulions à l'époque. Nous voulions abolir la société bourgeoise, la propriété privée des moyens de production, nous voulions une société égalitaire, non seulement d'un point de vue juridique, mais aussi social.

Les gens de gauche comme vous ont raté l'occasion d'analyser leur passé de façon critique, a affirmé la Weltwoche dans un article à l'occasion du dernier anniversaire de 68, il y a dix ans.

Comme je l'ai déjà dit, je suis content que cette révolution n'ait pas eu lieu. Dans le même temps, je suis heureux que beaucoup de nos exigences aient été concrétisées. Ainsi, de nos jours, il y a plus d'égalité entre les sexes, la situation des travailleurs étrangers en Suisse s'est améliorée, la retraite est garantie pour tous.

Et le capitalisme?

Certaines de nos idées sont toujours actuelles. Par exemple le poids des capitaux bancaires opérant à un niveau global, qui a plongé le monde occidental dans la crise en 2008. Aujourd'hui encore, il serait intéressant pour notre société de contrôler ce pouvoir démocratiquement.

Vous étiez un pédagogue et un professeur de pédagogie: quelles ont été les conséquences de 68 sur l'école?

D'une part, le système éducatif a été ouvert. Nous avions 36 élèves dans notre classe du lycée de Frauenfeld, dont seulement cinq filles. Aujourd'hui, il y a plus de filles et plus d'enfants des classes sociales inférieures dans les écoles supérieures. De plus, les châtiments corporels ont disparu, mais pas l'autorité, heureusement.

Est-ce qu'aujourd'hui vous êtes un libéral?

Oui, je dirais cela: social-libéral. Le libéralisme bourgeois était l'un des ennemis de 68, mais de nos jours, il constitue le fondement d'une société démocratique. On le voit dans la Russie actuelle: une démocratie devient autoritaire lorsqu'il n'y a pas de libéralisme.

Les soixante-huitards ont grandi dans la société de prospérité et de croissance de la période d'après-guerre. Ils ont ensuite déclaré la guerre à cette société et à ses valeurs. Est-ce que ce n'est pas paradoxal?

Non, c'est même plutôt logique. Lorsque l'on doit se battre pour son existence, on ne passe pas prioritairement son temps à élaborer des modèles alternatifs, comme nous à l'époque. Et à l'inverse, lorsque l'on peut boire sa bière et manger son filet de viande, on peut malgré tout réfléchir. Par exemple au fait que cette aisance n'existe pas dans le tiers-monde. De telles différences peuvent particulièrement éveiller les consciences en ce qui concerne les questions de justice sociale.

À partir de 1980, votre LMR s'est appelée Parti socialiste ouvrier. Il a obtenu quelques sièges dans des cantons et communes et a également lancé une initiative fédérale pour la formation professionnelle garantie, clairement rejetée en 1986. En 1987, le Parti socialiste ouvrier a stoppé ses activités, de nombreux membres ont rejoint les Verts ou le PS.

Oui, pour ma part, j'en ai fait partie jusqu'au bout, mais je n'ai ensuite rejoint aucun parti, parce que mes travaux scientifiques m'intéressaient davantage. Cependant, je me sens toujours engagé par rapport à nombre de nos revendications.

Lesquelles?

La démocratisation, en particulier pour de nombreuses questions économiques, l'égalité des chances entre les femmes et les hommes ou bien la sécurité sociale.

DANIEL DE FALCO EST JOURNALISTE AU JOURNAL «DER BUND» ET HISTORIEN

Quand un village de montagne fait la une des journaux dans le monde

Albinen lutte contre l'exode en proposant une coquette somme aux nouveaux habitants. La nouvelle a fait le tour du monde et depuis, le village est submergé de demandes. Visite de la commune située dans les Alpes valaisannes.

JONAS SCHMID

Beat Jost peut enfin évacuer sa frustration: «Tous des menteurs!» lance-t-il sur un ton désapprobateur à la cohorte de journalistes. Le président de la commune d'Albinen tire sur sa moustache et marmonne en trépignant quelques mots au sujet d'une «histoire absurde». Mais qu'est ce qui peut bien faire sortir de ses gonds cet homme qualifié de charismatique et de dynamique par les villageois? C'est l'étonnant battage médiatique déclenché par l'aide au logement planifiée dans son village. Peu avant l'assemblée municipale, le premier élu de la commune craint que ses concitoyens refusent de le suivre, de peur d'être submergés par des étrangers. Il râle. Ses opposants ne pouvaient pas rêver meilleure campagne! Pourtant, il omet de préciser que la commune a réussi un super coup médiatique.

Mais reprenons dans l'ordre. Albinen, situé à 1300 m au-dessus du niveau de la mer, est le village valaisan par excellence, calme et offrant une vue magnifique. Pourtant, l'image idyllique est trompeuse. Alors que les régions centrales de Suisse se plaignent de la surpopulation dans les trains, c'est



Un village idyllique? Comme beaucoup de communes suisses situées dans des régions périphériques, le village valaisan d'Albinen souffre de l'exode rural.

l'exode rural qui menace les régions périphériques comme ici, à Albinen. Pour garder les jeunes à Albinen et attirer de nouvelles familles, la commune a lancé une idée peu conventionnelle: verser une somme de 70 000 francs de dédommagement pour une famille de quatre enfants désireuse de s'installer durablement dans le village. En contrepartie de cette somme, les bénéficiaires doivent remplir des conditions strictes: séjourner au moins 10 ans dans le village, investir au moins 200 000

francs dans un logement, et disposer a minima, si l'on est étranger, d'une autorisation d'établissement C.

Et ce qui devait arriver arriva: l'été dernier, l'initiative a été relayée de manière objective par certains médias, mais quelques semaines plus tard, le site en ligne de 20 Minutes reprenait les faits dans un article intitulé «Iriez-vous habiter là-bas pour 70 000 francs», qui s'apparentait davantage à un beau conte de Noël, trop beau pour être totalement vrai: les auteurs omettaient de détailler les conditions strictes définies par la commune. La nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre aux quatre coins du monde. Les tabloïds britanniques, suivis des médias russes, indiens puis chinois se sont emparés de l'information avec des gros titres tous plus alléchants les uns que les autres: «Ce village suisse t'offre 70 000 francs si tu viens y habiter. Fais tes valises!»

Bagages à la main dans la boutique du village

Les réactions ne se sont pas fait attendre: les responsables ont été submergés par les demandes qui sont arrivées par milliers. Au début, cela les amusait. Mais beaucoup moins quand, avec le temps, ils ont vu des Italiens débarquer avec tous leurs bagages dans la boutique du village et se renseigner au sujet de l'argent. Jost, l'ancien syndicaliste et journaliste, s'est senti complètement dépassé par la situation. Il a limité ses apparitions en public et a même voulu empêcher les journalistes d'assister à l'assemblée communale décisive. Lui rappelant le principe de transparence, le canton l'a toutefois rappelé à l'ordre. Et début décembre, l'issue s'est jouée au local des pompiers.

Les habitants d'Albinen ont soutenu leur maire et ont nettement approuvé sa proposition. Les jeunes ont exulté, Jost s'est passé la main dans les cheveux puis s'est présenté de bon cœur devant les caméras. Il était à nouveau en paix, avec lui-même mais aussi avec les journalistes et le monde entier.

Les jeunes villageois doivent toutefois faire un choix difficile: rester ou bien partir pour trouver du travail, des écoles et des supermarchés? Récemment, trois jeunes familles ont quitté le village. Ne restent plus que les personnes âgées. L'année prochaine, la moitié des 240 âmes du village percevront une rente. «Nous sommes en train de mourir», explique Jost. Il souhaite offrir à son village une cure de jouvence et avec l'aide au logement, il espère attirer entre 5 et 10 nouvelles familles. Dans le meilleur des cas, il faudrait rouvrir l'école.

JONA SCHMID EST RÉDACTEUR AU JOURNAL SÜDOSTSCHWEIZ.

Service des jeunes de l'OSE

La politique suisse et l'Europe t'intéressent et tu souhaites participer à un super programme d'activités dans ton pays d'origine? Alors notre camp «Politique et culture» est fait pour toi.



Ce camp te plonge au cœur de la politique suisse, qui t'est présentée de manière simple, succincte et neutre. Tu rencontreras de jeunes responsables politiques mais aussi des personnes plus expérimentées occupant différentes fonctions politiques et issues de différents partis. Naturellement, des visites du Palais fédéral et du Parlement valaisan sont également prévues. À la fin du camp, nous nous rendrons au Congrès des Suisses de l'étranger, dédié cette année aux relations entre la Suisse et l'Europe, au centre de la culture et des congrès La Poste à Viège.

Ce camp te propose de découvrir la politique mais aussi la Suisse à proprement parler, qui regorge de trésors. Durant les quinze jours du camp, tu pourras participer à un programme varié à la découverte de ses superbes paysages de montagne, de ses belles villes historiques et de sa vie culturelle trépidante. Randonnées en montagne, escalade, rafting, VTT, natation, escapades citadines et visites de musées... de quoi vivre une expérience inoubliable!

Le camp coûte CHF 750.- (programme, hébergement, restauration, excursions et voyages compris). Il se déroulera du 28 juillet au 12 août et s'adresse aux jeunes Suisses de l'étranger entre 15 et 21 ans. Convaincu(e)? Alors inscris-toi sans attendre!

Informations sur les offres destinées aux jeunes et inscription:

www.swisscommunity.org ou www.aso.ch.

Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)

Alpenstrasse 26
CH-3006 Berne
Tél. +41 31 356 61 00
Fax +41 31 356 61 01
info@aso.ch
www.aso.ch
www.revue.ch
www.swisscommunity.org



Nos partenaires:

educationsuisse
Tél. +41 31 356 61 04
Fax +41 31 356 61 01
info@educationsuisse.ch
www.educationsuisse.ch



Fondation pour les enfants suisses
à l'étranger
Tél. +41 31 356 61 16
Fax +41 31 356 61 01
info@sjas
www.sjas.ch



Stiftung für junge Auslandschweizer
Fondazione per i giovani svizzeri all'estero
Fundazion per giuven svizzers a l'ester

96^e Congrès des Suisses de l'étranger à Viège/VS

Le 96^e Congrès des Suisses de l'étranger se déroulera du 10 au 12 août 2018 à Viège, au cœur des magnifiques Alpes valaisannes.

Ce congrès, avec pour titre «La Suisse sans l'Europe – l'Europe sans la Suisse», démontrera que la thématique des relations entre la Suisse et l'Europe dépasse largement la question européenne. Elle embrasse une dimension globale, qu'il s'agisse de politique intérieure et extérieure ou encore des conséquences économiques.

L'un des points forts du congrès sera le discours du secrétaire d'État Roberto Balzaretto, nommé à la tête de la Direction des affaires européennes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) par le Conseil fédéral le 1^{er} février 2018.

Durant le congrès, les participants auront par ailleurs l'opportunité de rencontrer des concitoyens venus du monde entier, de s'informer sur l'actualité en Suisse et de discuter ensemble de leurs expériences respectives. Des discours passionnants de personnalités remarquables de la vie économique et politique suisse ainsi que des animations issues des traditions vivantes et du folklore valaisan viendront parfaire le programme de ce 96^e Congrès des Suisses de l'étranger.

Vous trouverez de plus amples informations sur les modalités d'inscription sur notre site web www.ose-congres.ch.

FESE: camps d'été pour les enfants de 8 à 14 ans

De fin juin à fin août, des camps de vacances de deux semaines seront l'occasion pour les enfants suisses de l'étranger de partager des moments formidables avec 36 à 42 enfants du monde entier, ainsi que de découvrir la Suisse et sa culture.



Les camps organisés par la Fondation pour les enfants suisses à l'étranger proposent la visite de sites touristiques, des petites randonnées à la découverte de lacs, de montagnes, de rivières et de jolis paysages ainsi que des escapades citadines. Certains jours sont également consacrés aux jeux, aux activités sportives et à différents ateliers organisés sur le camp.

Bien sûr, les participants ont l'occasion d'étoffer leurs connaissances sur la Suisse, qu'il s'agisse par exemple des langues locales, des chants, des recettes culinaires, des jeux ou encore des sports typiquement suisses.

Vivre avec des enfants venus d'autres pays et échanger avec eux par-delà les barrières linguistiques, culturelles et nationales est une occasion unique de se faire de nouveaux amis et de passer des moments inoubliables!

Il reste encore quelques places pour nos prochains camps de vacances. Vous trouverez des informations détaillées et le formulaire d'inscription sous www.sjas.ch/fr/camps/. Sur demande, nous pouvons également vous envoyer par courrier notre brochure d'information, qui vous donnera un aperçu de nos offres.

La Fondation pour les enfants suisses à l'étranger entend offrir à chacun de ces enfants la possibilité de découvrir la Suisse au moins une fois de cette manière. C'est pourquoi, dans des cas justifiés, une réduction de tarif est accordée. Vous pouvez demander le formulaire de réduction en cochant la case correspondante sur le formulaire d'inscription. Nous nous tenons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Conseil OSE

Assurance maladie:
Votre expérience nous intéresse!

L'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) a décidé de mettre l'accent sur la problématique de l'assurance maladie des Suisses de l'étranger. Nous souhaitons connaître les difficultés rencontrées dans ce domaine et les problèmes pratiques qui se posent pour vous en tant que Suisse de l'étranger. De même, si vous avez fait de bonnes expériences ou avez des bonnes pratiques à donner, n'hésitez pas à nous les faire parvenir!

Le but de cette démarche est de pouvoir discuter de cette thématique lors de la séance du Conseil des Suisses de l'étranger du 10 août 2018 à Viège pour examiner les possibilités d'améliorer la situation des Suisses de l'étranger sur ce point.

Merci de nous faire parvenir vos expériences et témoignages, si possible par e-mail, à info@aso.ch ou à: Organisation des Suisses de l'étranger Alpenstrasse 26 3006 Berne Fax: 031 356 61 01

Nous vous remercions de votre collaboration!

IMPRESSUM:
La «Revue Suisse», qui est destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 44^e année en allemand, français, anglais et espagnol, en 14 éditions régionales, avec un tirage total de 425 000 exemplaires, dont 218 287 électroniques. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par

an. La responsabilité pour le contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion ni de la rédaction ni de l'éditrice.

DIRECTION ÉDITORIALE: Marko Lehtinen (LEH), rédacteur en chef; Stéphane

Herzog (SH); Marc Lettau (MUL); Jürg Müller (JM); Simone Flubacher (SF), responsable des «news.admin.ch», Relations avec les Suisses de l'étranger, DFAE, 3003 Berne, Suisse. TRADUCTION: CLS Communication AG DESIGN: Joseph Haas, Zurich IMPRESSION: Vogt-Schild Druck AG, 4552 Derendingen.

ADRESSE POSTALE: Éditeur/rédaction/publicité: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, tél. +41313566110, fax +41313566101, PC 30-6768-9. E-mail: revue@aso.ch

CLÔTURE DE RÉDACTION DE CETTE ÉDITION: 29.1.2018

Tous les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent la revue gratuitement. Les personnes n'ayant pas la nationalité suisse peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.-/étranger, CHF 50.-). La revue sera expédiée aux abonnés directement de Berne. www.revue.ch

CHANGEMENT D'ADRESSE: prière de communiquer votre nouvelle adresse à votre ambassade ou à votre consulat; n'écrivez pas à Berne.



DES SUISSES DE L'ÉTRANGER SUR INSTAGRAM



«Pour moi, la Suisse est comme un palais au cœur de l'Europe»

A 25 ans, Eva Witschi veut profiter du vaste monde avant de retourner en Suisse et d'y fonder une famille. Actuellement, elle habite à Londres.

«En Suisse, j'étais dans une impasse. Professionnellement, je n'avais plus. Au contraire, Londres m'a offert l'opportunité de collaborer avec des agences de publicité internationales de premier plan. Une possibilité que je n'ai jamais eue en Suisse. Étonnamment, la semaine de travail compte 40 heures et est donc plus courte qu'en Suisse. Par contre, les heures supplémentaires ne sont pas payées. Mais cela ne me dérange pas, car les expériences dont je peux profiter ici n'ont pas de prix.

Le monde entier ou presque se trouve à Londres. Lorsque l'on sait où et comment chercher, on peut quasiment faire tout ce dont on a envie. Non loin d'ici, il y a même une ferme! Au milieu de cette immense métropole! On peut y caresser les animaux! Le week-end, nous pouvons visiter des musées, participer à des événements culturels ou des fêtes qui n'existent pas en Suisse. Par contre, la vie en Suisse est bien plus sûre. Sans doute parce que le pays est plus tranquille, homogène et petit.

La Suisse est un palais au cœur de l'Europe. Je ne pense pas que les personnes vivant en Suisse réalisent cela. Lorsque l'on prend un peu de distance, on se rend compte de la chance que l'on a d'avoir grandi de manière aussi protégée mais aussi du fait que les frais d'université sont très faibles et que les trajets à vélo ou à pied sont courts.

La Suisse est ma patrie, un lieu sûr, où je retournerai très probablement dans quelques années, car je veux que mes enfants puissent aussi grandir dans un palais.»

Cette interview a été publiée sur swissinfo.ch, le service en ligne de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR/SRG, disponible en dix langues. Vous vivez aussi à l'étranger? Alors faites précéder vos photos Instagram du hashtag [#WeAreSwissAbroad](#).

Service des jeunes de l'OSE & educationsuisse:

Coup de pouce pour une formation en Suisse

Le service des jeunes de l'OSE et educationsuisse aident les jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger à planifier et à démarrer leur première formation en Suisse dans le cadre du programme «Tremplin».

L'accompagnement et les démarches sont organisés individuellement pour chaque participant(e). Le programme s'adresse aux jeunes ayant déjà postulé pour une place d'étude (haute école spécialisée ou université) ou d'apprentissage ainsi qu'à ceux qui n'ont pas encore choisi leur cycle de formation. Les collaboratrices d'educationsuisse sont disponibles pour toute question relative à la formation, à la planification, au financement etc., par e-mail, par téléphone ou sur place à Berne. Elles conseillent les participantes et participants dans la mise en œuvre de leurs projets et les soutiennent de manière optimale.

Vivre dans une famille d'accueil

Une fois le centre de formation défini, le service des jeunes de l'OSE vérifie si une famille d'accueil est disponible à proximité. À l'heure actuelle, des places en familles d'accueil sont uniquement disponibles en Suisse alémanique. Les participantes et participants arrivent en Suisse peu avant le début de la formation et peuvent vivre jusqu'à six mois dans la famille d'accueil. La famille offre le gîte et le couvert et aide le/la jeune à prendre ses repères durant les premiers jours. Un échange régulier avec les collaboratrices et collaborateurs du Service des jeunes de l'OSE et educationsuisse permet de résoudre les éventuels problèmes. Attention, les candidats doivent avoir atteint leurs 18 ans avant le début de la formation.

Coût et financement de la formation

La contribution aux frais pour la planification et l'organisation de la famille d'accueil s'élève à CHF 500.-. Les frais de gîte et de couvert de la famille d'accueil sont de CHF 500.- par mois. Les jeunes dont les parents ne sont pas en mesure de financer entièrement le coût de formation peuvent faire une demande de bourse.

Inscription et contact

Le programme «Tremplin» sera reconduit pour les années scolaires 2018/19 et 2019/2020. Informations et candidature: info@educationsuisse.ch.



La photo du Conseil fédéral 2018

Le Conseil fédéral 2018 (de gauche à droite): le conseiller fédéral Guy Parmelin, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, le conseiller fédéral Ueli Maurer (vice-président), le président de la Confédération Alain Berset, la conseillère fédérale Doris Leuthard, le conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann, le conseiller fédéral Ignazio Cassis, le chancelier de la Confédération Walter Thurnherr.

La Chancellerie fédérale a publié la photo officielle du Conseil fédéral 2018. Pour la première fois, il s'agit d'une image animée destinée aux médias en ligne. Le président de la Confédération Alain Berset a jeté son dévolu sur un projet baptisé «BUNDESART – la photo artistique du Conseil fédéral». Le projet et la photo sont signés STEMUTZ. L'arrière-plan est l'œuvre de Michel FR.

La photo peut être téléchargée et commandée à l'adresse www.admin.ch.

Remarques

Pour choisir le mode d'envoi souhaité de la «Revue Suisse» et d'autres publications, veuillez communiquer à votre représentation suisse vos adresse(s) e-mail et numéro(s) de téléphone mobile ainsi que tout changement et vous enregistrer par le biais du guichet en ligne (lien vers le site du DFAE www.eda.admin.ch) ou sur www.swissabroad.ch. En cas de problème de connexion, veuillez vous adresser à votre représentation. Vous pouvez à tout moment lire et imprimer le numéro actuel de la «Revue Suisse» ainsi que les numéros précédents sur www.revue.ch. La «Revue Suisse» est envoyée gratuitement en version imprimée ou par voie électronique (e-mail) à tous les foyers de Suisses de l'étranger, elle peut aussi être consultée sur une application IOS/Android.



Photo Copyright: Babu Indergand

Nouvelle loi sur la nationalité depuis le 1^{er} janvier 2018

Les étrangères et les étrangers qui, du fait de leur environnement familial, se sentent étroitement liés à la Suisse même à l'étranger, peuvent également demander la naturalisation facilitée avec la nouvelle loi.



Photo Keystone

Les étrangers vivant sous le régime du mariage peuvent continuer à demander la naturalisation facilitée s'ils résident à l'étranger. Les anciens citoyens suisses qui, pour différentes raisons, ont perdu leur nationalité, peuvent, sous certaines conditions, être réintégrés à la nationalité suisse. Les réponses aux principales questions sur les nouveaux éléments de la loi sur la nationalité et la demande de naturalisation facilitée sont résumées ci-après.

Mon époux est Suisse et nous vivons à l'étranger. Puis-je demander une naturalisation facilitée?

En tant que conjointe d'un ressortissant suisse ou conjoint d'une ressortissante suisse, vous pouvez demander une naturalisation facilitée si vous vivez en communauté conjugale stable depuis six ans et entretenez des liens étroits avec la Suisse. Le conjoint ou la conjointe suisse doit avoir la nationalité suisse au moment du mariage ou bien l'avoir acquise ultérieurement au moyen d'une réintégration ou d'une naturalisation facilitée fondée sur la filiation d'un père ou d'une mère suisse.

Que signifie le critère des liens étroits avec la Suisse?

Les liens étroits avec la Suisse impliquent que

- au cours des six ans précédant le dépôt de la demande, vous ayez séjourné en Suisse au moins à trois reprises pendant au moins cinq jours à chaque fois;
- vous soyez en mesure de communiquer à l'oral au quotidien dans l'une des langues nationales;
- vous possédiez des connaissances de base sur la Suisse (géographie, histoire, politique, société);
- vous entreteniez des liens avec des Suisses;
- vous puissiez nommer des personnes de référence résidant en Suisse en mesure de confirmer vos séjours et vos contacts.

Quelles sont les autres conditions que je dois remplir?

La naturalisation facilitée implique par ailleurs que vous n'enfreigniez pas la sécurité et l'ordre public, ne menaciez pas la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse, respectiez les valeurs de la Constitution fédérale, participiez à la vie économique ou suiviez une formation et encouragez et soutenez l'intégration des membres de votre famille.

J'ai moins de 25 ans, je suis Suisse/ Suisse, né(e) à l'étranger et encore non inscrit(e) auprès de l'ambassade.

Est-ce que je peux perdre ma nationalité suisse?

Oui, un enfant né à l'étranger de mère ou de père suisse et possédant une autre nationalité perd la citoyenneté suisse lorsqu'il atteint ses 25 ans s'il n'a pas été inscrit auprès d'une autorité suisse à l'étranger (ambassade, consulat) ou en Suisse (Office de l'état civil), ne s'est pas inscrit lui-même ou n'a pas manifesté par écrit sa volonté de conserver la nationalité suisse. Toute personne ayant 22 ans révolus au 31 décembre 2017 et encore non inscrite auprès d'une autorité suisse perd sa citoyenneté suisse à 22 ans selon les dispositions de l'ancien droit.

HELPLINE DFAE

☎ en Suisse +41 800 24 7 365
 ☎ à l'étranger +41 58 465 33 33
 E-Mail: helpline@eda.admin.ch
 Skype: helpline-eda

Conseils aux voyageurs

www.eda.admin.ch/voyages
 ☎ en Suisse +41 800 24 7 365
 ☎ à l'étranger +41 58 465 33 33
www.twitter.com/travel_edadfae

itineris

Inscription en ligne pour les Suisses voyageant à l'étranger
www.dfae.admin.ch/itineris



Départ réfléchi.
 Voyage réussi.

L'appli est disponible gratuitement pour iOS et Android

J'ai perdu la nationalité suisse. Est-ce que je peux faire une demande de réintégration?

Oui, toute personne ayant perdu la nationalité suisse peut, dans les dix années qui suivent la perte, faire une demande de réintégration. Cette demande implique un lien étroit avec la Suisse et que les autres conditions soient également remplies. Une fois le délai en question écoulé, toute personne séjournant en Suisse depuis trois ans peut faire une demande de réintégration.

Ma grand-mère est ou était Suisse. Puis-je demander une naturalisation facilitée?

Non. Contrairement aux dispositions de l'ancien droit, cela n'est plus possible. Mais il existe un cas particulier: l'enfant issu d'un mariage entre une Suisse et un étranger et dont la mère possédait la nationalité suisse avant la naissance de l'enfant ou à sa naissance peut déposer une demande de naturalisation facilitée et ce, dans la mesure où la mère a perdu la nationalité suisse en raison du mariage avec le père étranger et non pas par péremption.

Que coûte une demande de naturalisation facilitée ou de réintégration?

Un émoluments de CHF 600.– est demandé pour les personnes majeures et de CHF 350.– pour les personnes mineures qui ne sont pas incluses dans la demande de naturalisation de l'un de leurs parents. Ce montant couvre les frais du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) et des autorités cantonales. La représentation suisse à l'étranger perçoit également pour les

prestations fournies (conseil, réception, entretien, étude, traitement des actes civils étrangers, transmission du dossier au SEM, éventuelles clarifications et recherches) un émoluments propre qui est fonction du temps effectif requis (CHF 75.– pour 30 minutes). Les frais générés par la collaboration de tiers pour le traitement d'actes de l'état civil sont facturés au titre de dépenses. Les émoluments sont perçus par la représen-

tation suisse compétente à l'étranger. Ils doivent être versés à l'avance et ne sont pas remboursés si la demande n'est pas acceptée. À l'étranger, les frais doivent être réglés dans la devise nationale correspondante. Les paiements échelonnés ne sont pas possibles.

Pour plus d'informations, voir le FAQ sous:

www.sem.admin.ch > Entrée & séjour > Nationalité suisse / Naturalisations > Questions relatives au nouveau droit

Votations fédérales

Les objets de votation sont fixés par le Conseil fédéral au moins quatre mois avant le jour de la votation. Les projets suivants seront soumis au vote le 10 juin 2018:

- Initiative populaire du 1^{er} décembre 2015 «Pour une monnaie à l'abri des crises: émission monétaire uniquement par la Banque nationale!» (initiative Monnaie Pleine)»
- Loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent (Loi sur les jeux d'argent, LJA)

Autres dates de votation en 2018: 23 septembre et 25 novembre

Toutes les informations sur les projets (explications du Conseil fédéral, comités, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, vote électronique, etc.) sont disponibles sur www.admin.ch/votations.

Initiatives populaires

Les initiatives populaires fédérales suivantes ont été lancées avant la clôture de la rédaction (expiration du délai imparti pour recueillir les signatures indiquée entre parenthèses).

- 1. «Pour une immigration modérée (initiative de limitation)» (16.07.2019)

La liste des initiatives populaires actuelles est disponible sur www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens.

Responsable des pages d'informations officielles du DFAE:
Simone Flubacher, Relations avec les Suisses de l'étranger
Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse
Téléphone: +41 800 24-7-365 ou +41 58 465-33-33
www.dfae.admin.ch, mail: helpline@dada.admin.ch





En mai 1950, naissance d'un nouveau type de téléphérique: la première télécabine en Suisse a été mise en service à Crans-sur-Sierre. Photo Archives privées Gentil



Les cabines Giovanola rouge vif des années 70 ont été utilisées jusqu'en avril 2017. L'Office fédéral de la circulation n'a pas renouvelé la concession, mais un téléphérique de remplacement est prévu. Photo Martin Arnold



La «Urdenbahn» à Arosa et Lenzerheide est le téléphérique le plus rapide de Suisse. Ce téléphérique sans pilier relie depuis 2014 deux domaines skiables sans qu'il ait été nécessaire de créer de nouvelles pistes. Photo Région de vacances Lenzerheide



Ces deux «porte-bonheurs» ont inauguré le premier télésiège débrayable au monde le 16 décembre 1945 à Flims.

Photo Archives privées Danuser



Une nouveauté mondiale construite en 2012: un cabriolet au Stanserhorn de Nidwald. Photo Photoglob



Pour de nombreuses familles et de nombreux alpages de Suisse centrale, les petits téléphériques sont indispensables, comme par exemple la «Bärchibahn» d'Isenthal, fonctionnant depuis 1979. Photo Heidi Eberli



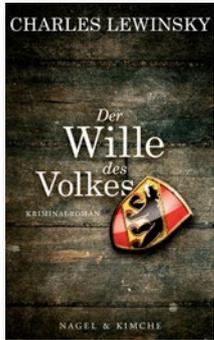
Ce téléphérique est également synonyme d'innovation: le premier téléphérique au monde sur trois câbles dessert la montagne depuis 1991 à Saas Fee. Photo Martin Arnold

Le pays aux mille téléphériques

Le téléphérique fait partie du patrimoine culturel suisse. Il fascine, fait rêver et ravive les souvenirs. Il combine les grandes performances de l'ingénierie et la recherche d'innovation des entreprises. Trois lieux accueillent actuellement une exposition interactive commune sur le téléphérique. Sous la devise «Luft Seil Bahn Glück», différents aspects de ce moyen de transport hors du commun sont abordés.

«Luft Seil Bahn Glück»: Gelbes Haus Flims, Nidwaldner Museum Stans et Maison du Patrimoine Zurich. Jusqu'au 28 octobre 2018. www.luftseilbahngluck.ch

La volonté du peuple



CHARLES LEWINSKY:
LA VOLONTÉ DU PEUPLE
(«DER WILLE DES VOLKES»)
NAGEL & KIMCHE, 2017.
384 PAGES; ENV. CHF
27.90; ENV. EUR 24.-

Aujourd'hui retraité, Kurt Weilemann est un journaliste de l'ancienne école, attaché à une éthique professionnelle privilégiant la recherche rigoureuse et la qualité de la langue. Mais les temps ont changé et ses services ne sont plus sollicités. Un jour, Derendinger, l'un de ses anciens collègues, souhaite le rencontrer. Il s'exprime de manière si confuse que Weilemann le croit malade. Mais lorsque Derendinger meurt quelques heures plus tard, Weilemann comprend vite que contrairement à ce que prétend la version officielle, son collègue n'a pas pu se suicider. Poussé par la curiosité mais aussi par Eliza, la jeune amie du défunt, il commence à enquêter et découvre alors une vérité potentiellement explosive.

Weilemann est confronté à l'appareil du pouvoir d'État, omnipotent, qui ne recule devant rien pour dissimuler la vérité, et craint pour sa vie.

Ce livre de Charles Lewinsky est à la fois un polar et un roman d'anticipation. Il se déroule à Zurich dans les coulisses du pouvoir politique suisse. Le pays est dirigé par le parti populiste des «Démocrates fédéraux», dont le président très malade, Stefan Wille, est maintenu artificiellement en vie dans un hôpital. La pensée de Wille continue d'influencer la centrale du parti, qui tire toutes les ficelles. La surveillance par caméras et appareils électroniques est totale et omniprésente. La propagande politique et les médias affûtent leurs arguments avec subtilité et raffinement pour influencer l'opinion publique. Ainsi manipulée, la volonté du peuple légitime toute entreprise du parti et de l'appareil d'État menée dans le but d'instaurer le calme et l'ordre.

Avec Weilemann, l'écrivain accomplit de créer un personnage revêché, entêté mais perspicace, très attachant. Si l'histoire ne reprend pas toujours la tension narrative du polar, elle porte un regard critique sur la politique suisse, à la fois intelligent et drôle. Espérons toutefois que ce portrait troublant d'une future Suisse totalitaire ne devienne jamais réalité.

Né en 1946, Charles Lewinsky a étudié la philologie germanique et le théâtre. Il a travaillé en tant que réalisateur et rédacteur, avant de s'installer à partir de 1980 comme auteur indépendant et de se faire connaître. Il est le scénariste de nombreuses émissions télévisées dont la célèbre série suisse «Fascht e Familie» produite par la télévision suisse. Son répertoire comprend également différents feuilletons radiophoniques, scénarios, pièces de théâtre et chansons. Ses romans ont été traduits dans plusieurs langues. Charles Lewinsky vit l'hiver à Zurich et l'été à Vereux, en France.

RUTH VON GUNTEN

Du haut de la montagne, Marc Trauffer transgresse les codes en douceur



TRAUFFER:
«SCHNUPF,
SCHNAPS + EDELWYSS»,
ARIOLA/SONY, 2018.

Cela commence par une montée à l'alpage, on entend le pas des vaches, un meuglement occasionnel, une cloche qui résonne çà et là. Et lorsque des voix entonnent un jodle mélodieux, plus aucun doute, on sait où se trouve Marc Trauffer: à la montagne, dans un décor fidèle aux représentations typiques de la Suisse. Un endroit où le «Schnupf, Schnaps + Edelwyss», titre du nouvel album de l'artiste bernois, a toujours résisté aux assauts du «Sex, Drugs and Rock'n'Roll».

Les fans du chanteur de 39 ans lui pardonneront d'avoir renié le rock façon «Schnee vo Geschter» dans la chanson-titre de l'album et d'utiliser pourtant ses codes dans plus de la moitié de ses nouvelles chansons: dans le titre «Dä mit de Chüe», la guitare électrique répond à l'accordéon au son d'un groove endiablé, comme l'avait si bien fait à la fin des années 80 le chanteur autrichien Huber von Goisern en mariant le rock à la musique alpine. Toutefois, Marc Trauffer ne s'arrête pas là, puisqu'on retrouve, dans le même morceau, des airs des Blues Brothers, du cor des Alpes et du tympanon. Et bien sûr, le sixième album du chanteur de Brienz fait la part belle au jodle.

On ne peut pas reprocher à Marc Trauffer de ne rien faire de sa vie. Depuis «Alpentainer», il enchaîne les records en solo, après plusieurs succès avec «Airbäg», son ancien groupe. L'album avait fait son entrée dans le Top 50 suisse en 2014 et y était resté trois ans, tandis que l'album suivant, «Heiterefahne», sorti en 2016, est resté sept semaines en tête du hit-parade. Seuls les singles ont eu jusqu'à présent du mal à cartonner, à l'image de «Geissepeter», qui ne s'est hissé qu'à la huitième place en décembre dernier.

Outre un rock folklorique déchaîné, «Schnupf, Schnaps + Edelwyss» propose aussi quelques ballades et une bonne dose de reggae mêlé à des sonorités alpines. Marc Trauffer abolit les barrières, que ce soit dans la musique ou le texte, car il veut parler à tout le monde, au-delà des frontières régionales. Ainsi, dans «Bier & Cervalat», il déguste sa saucisse de manière fort diplomatique avec un «Tube Sänf oder au nid» («un tube de moutarde ou pas»). On trouve plus d'impertinence dans son limerick «Obsi oder Nizi», où il plaisante de façon très réussie «en mode Peach Weber». Une chose est sûre: le chemin que suit Marc Trauffer est un chemin qui va vers le haut («obsi»).

STEFAN STRITTMATTER

Stress



Stress, qui a 41 ans, est au rap suisse, ce que Stephan Eicher est au rock helvète: aussi connu, aussi identifiable. Cette année, il sortira son 7^e album. Pour ce blanc bec, né sur les rives de la mer Baltique, l'énergie du hip hop prend d'ailleurs ses sources dans le rock, pas dans le groove black. «Je suis rock. J'ai grandi dans des blocs en Estonie. Il n'y avait pas beaucoup de criminalité, car les criminels c'était l'État. On faisait la queue pour le papier toilette et pour le pain et, à défaut d'alcool, les gens buvaient de l'eau de Cologne. Lausanne? Ce lieu a été un havre de sécurité pour moi», a raconté le rappeur dans un reportage de «Vacarme», émission de La Première diffusée en novembre 2017.

La Suisse, l'argent, Stress en parle avec un aplomb et une gouaille formidables. On lui reproche d'avoir fait de la pub pour Coca-Cola. Il défend son choix en se moquant d'un pays qui n'aime pas les stars. «T'as vendu des disques, mec? C'est un problème! T'as fait Coca? C'est un problème! Mais pour moi, quand j'avais 15 ans, boire un Coca, c'était le Graal», explique-t-il.

Stress, qui a fait le pas vers Zurich, est un fervent défenseur d'une Suisse colorée. Il l'a fait savoir en son temps dans des paroles hostiles à l'UDC. «En Suisse allemande, on a beaucoup de musique populiste», a-t-il regretté, éraflant des amis rappeurs. «Certains font de la youtze! Hey, mec, tu peux pas faire de la youtze! On vient de la musique urbaine, notre culture, c'est la mixité!» Businessman engagé? Tel pourrait être l'oxymore décrivant le remuant lascar.

STÉPHANE HERZOG

Les victimes des mesures coercitives reçoivent 25 000 francs

Cette année, les premières victimes des mesures coercitives à des fins d'assistance reçoivent leur contribution de solidarité. Tous les requérants perçoivent la somme de 25 000 francs. Il s'agit du montant maximum prévu. Des mesures coercitives à des fins d'assistance ont été pratiquées en Suisse jusqu'en 1981. Des dizaines de milliers d'enfants et d'adolescents ont été placés de force dans des exploitations agricoles ou dans des foyers, et beaucoup ont été maltraités ou abusés. Des personnes ont été stérilisées de force, obligées de se soumettre à des essais médicamenteux ou internées sans possibilité de s'opposer juridiquement à ces mesures, parce que leur mode de vie ne correspondait pas aux critères des autorités. Le Parlement a consenti une enveloppe de 300 millions de francs au total à l'automne 2016 pour les contributions de solidarités, calculées en fonction de nombre de demandes attendues, soit moins de 12 000. Toutes les victimes dont les requêtes ont été acceptées pourront donc percevoir le montant maximal prévu.

Belair Airlines sauvée de l'insolvabilité

La société allemande de participation SBC a racheté Belair Airlines, la filiale helvétique d'Air Berlin. Fin octobre 2017, la compagnie avait cessé ses activités et ouvert une procédure de liquidation. Belair appartient à la compagnie disparue Air Berlin. Dans le cadre de la liquidation prévue, quelque 200 employés avaient été licenciés. S'ils le souhaitent, ils ont été invités à reprendre leur poste de travail. Le transporteur aérien doit reprendre son activité le plus rapidement possible.

Les chats sauvages de retour à Genève

Après leur éradication il y a plus de 100 ans, les chats sauvages ont à nouveau colonisé le canton de Genève. Des clichés ont ainsi permis d'identifier une dizaine de chats sauvages. Le chat sauvage est un cousin éloigné du chat domestique et figure en Suisse sur la liste des animaux protégés, comme l'explique le Département de l'environnement, des transports et de l'agriculture de Genève. Les derniers chats sauvages aperçus dans le canton de Genève remontent à 1887.

Fermeture d'un tronçon d'autoroute très ancien

La Suisse et l'Autriche vont être reliées pour la première fois par une autoroute. La question d'une jonction directe à la voie rapide côté autrichien est débattue depuis 54 ans, soit la période depuis laquelle l'autoroute de la région nord-est de la Suisse a été ouverte. Le trafic frontalier emprunte depuis des décennies les routes de campagne et traverse les villages. La construction de la jonction de St. Margrethen en Suisse et Dornbirn en Autriche est prévue pour 2021 au plus tôt et son ouverture pour 2026.



Suisse.
tout naturellement.

UPGRADE YOUR WINTER

Zermatt, Valais. © Silvano Zeiter

Surclasse ton hiver sur [Suisse.com/hiver](https://www.suisse.com/hiver) et fais-nous partager tes plus belles expériences avec **#AMOUREUXDELASUISSE**

 **SWISS**
Your airline to Switzerland

Swiss Travel System.

